



Actes du colloque du 26 octobre 2006

AMERIQUE LATINE Cap à gauche?

Colloque organisé conjointement par le CIEP-MOC et l'ACW

1 - Introduction

Par Luc DUSOULIER, Véronique ORUBA

..... 3

2 - A Gauche, l'Amérique latine?

Par Jean-Paul MARTHOZ

..... 4

3 - La Bolivie

Par Nelson ESTRADA ITURRI

..... 18

4 - Le Chili

Par Jorge MAGASICH

..... 22

5 - Le Brésil

Par Gilberto FERREIRA DA COSTA

..... 27

6 - Les enjeux de la société civile: les acteurs émergents

Par Bernard DUTERME

..... 31

7 - Conclusion

Par Jan RENDERS

..... 38

1 Introduction

Un continent qui bascule... élections après élections, la carte prend une autre coloration. Cette nouvelle dynamique géopolitique laissera-t-elle la place à l'émergence de réelles possibilités de transformation ? La gauche est plurielle, de la plus tempérée à la plus radicale, de la plus anti-américaine à la plus pragmatique, elle se décline dans une volonté politique de mettre fin aux inégalités, d'en finir avec la pauvreté et l'exclusion généralisée.

Notre volonté est ainsi de créer un lieu et une occasion de débat avec des points de vue provenant d'horizons divers.

Des points de vue de journalistes, de sociologues et aussi d'acteurs de terrain provenant des syndicats et de la société civile.

Ceux-ci permettront de se prononcer sur l'ampleur des transformations en cour en Amérique Latine.

Il existe au sein du Mouvement ouvrier, une longue tradition de lutte avec les opposants latino-américains contre les dictatures militaires des années 70-80, un soutien aux mouvements de libération, et une reconnaissance de la théologie de la libération.

Toute une génération a été marquée par ces luttes et par l'approche marxiste pour comprendre les conflits politiques, économiques et sociaux du continent.

Aujourd'hui, nous saluons les combats des militants, des mouvements populaires, des syndicalistes latinos qui sont parmi nous et dont je salue plus particulièrement.

Combats qui ont pointé l'échec des politiques libérales qui, depuis 20 ans, ont été incapables de résoudre les problèmes sociaux criants de la région.

Combats qui ont créé un contrepoids à l'hégémonie américaine.

Combats qui ne sont pas terminés et qui repositionnent les acteurs (mouvements sociaux, syndicats, mouvement des femmes, etc.) sur le lien à entretenir ou pas avec le pouvoir ? Qui devront s'organiser pour que la gauche ne déçoive pas les attentes des mouvements populaires.

Beaucoup de défis, d'enjeux, de questions qui vont être débattus lors de cette journée.

Vous trouverez dans cet ouvrage, les contributions intégrales des intervenants qui ont accepté que nous les publions.

Pour la Commission internationale du CIEP-MOC

Luc DUSOULIER,
Président

Véronique ORUBA,
Secrétaire nationale

2 A Gauche, l'Amérique latine?

4

Par Jean-Paul Marthoz

Directeur éditorial de la revue Enjeux internationaux

Chroniqueur au Soir et à la RTBF

Président du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité)

Membre du Comité d'experts de Human Rights Watch

Maître de conférence invité à l'Université catholique de Louvain

L'analyse globale des évolutions politiques d'un continent est un pari périlleux, surtout si l'on cherche à tirer de cette analyse des idées pour agir. Il me rappelle cet adage qui veut que la futurologie ne sert pas à prévoir l'avenir mais à décider de l'avenir que l'on veut.

Inévitablement, mes remarques seront empreintes de mes propres espérances pour le destin d'un continent avec lequel j'ai entretenu depuis plus de trente ans des relations de solidarité et d'amitié. Inévitablement, l'évolution de l'Amérique latine sera comparée aux aspirations que j'ai toujours dessinées pour elle : la liberté, le développement économique, la justice sociale et l'indépendance nationale.

Elles seront d'abord et modestement une perception, un regard, sur un continent et sa marche dans le siècle.

Toutefois, avant de nous demander « où va l'Amérique latine ? », essayons de savoir « où elle en est ».

● Liberté et démocratie

Quand j'ai commencé à suivre professionnellement l'Amérique latine, juste après le coup d'Etat au Chili en 1973, le panorama

était désolant. Le Mexique vivait sous le règne du PRI, « la dictature parfaite » comme allait l'appeler Mario Vargas Llosa ; l'Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica, était un « gorilocratie » ; l'Amérique du Sud, à l'exception du Venezuela et de la Colombie, en proie pourtant à une guerre sans fin, survivait à l'heure des régimes militaires ou s'appêtait à y entrer ; Cuba était communiste.

Aujourd'hui, Cuba est le seul gouvernement non élu sur l'ensemble du continent. Selon le classement 2006 de Freedom House, une organisation de centre droite basée à New York, sur les 35 pays du continent américains, 33 sont des démocraties électorales, 24 sont « libres » (soit 69%), 9 sont « partiellement libres » (26%) et 2 - Cuba et Haïti - sont « non libres » (6%). Depuis le début du processus de démocratisation, amorcé au début des années 80, la plupart des pays ont connu des alternances politiques parfois tumultueuses, mais le système démocratique a tenu.

Ce panorama, d'ailleurs très contrasté entre les pays, ne doit pas susciter l'euphorie déclamatoire qui règne lors des sommets ibéro-américains, euro-latinoaméricains ou panaméricains, où les délégués se congratulent sur le statut de leur démocratie. Il suffit de

feuilleter les rapports d'Amnesty International ou de Human Rights Watch pour se rappeler que certains pays du sous-continent connaissent encore de sérieux problèmes de respect des droits humains. Chaque année, des journalistes, des syndicalistes ou des défenseurs de l'environnement sont assassinés. L'état de droit est loin d'être stabilisé. La corruption fait des ravages, sapant le contrat démocratique et les grands équilibres économiques.

La violation des droits de l'homme s'est de plus en plus privatisée. Deux phénomènes rongent le continent : le para-militarisme et la délinquance de droit commun. En Colombie, selon Human Rights Watch, les para-militaires, souvent liés aux forces armées et à leurs services de renseignements, sont responsables des deux tiers des atrocités commises contre la population civile. En Amérique centrale, les bandes criminelles, les maras, comptent entre 70.000 et 100.000 membres. L'insécurité qu'ils créent et les demandes de représailles et de justice populaire qu'ils provoquent - le vigilantisme ou l'autodéfense - constituent des atteintes majeures aux droits humains et à l'état de droit. L'appel à la *mano dura* risque aussi de déboucher sur une militarisation de la lutte contre la délinquance, au risque de réinsérer l'armée dans la sphère politique.

La criminalité qui règne en Amérique latine est aussi l'un des principaux obstacles au développement de la région. Selon le rapport de Small Arms Survey de 2004, les homicides avec armes à feu y étaient proportionnellement 40 fois plus nombreux qu'en Europe de l'ouest et 3 fois plus qu'en Afrique. Le coût économique direct de la délinquance est estimé à 15 milliards de dollars par an, soit 2% du Produit intérieur brut.

● Développement économique

Les réformes adoptées au cours des années 80 étaient censées projeter l'Amérique la-

tine dans le premier monde. Ce fut, dans la plupart des pays, une décennie perdue, avec des taux de croissance bien inférieurs à ceux des années 40-80 et à ceux des pays émergents d'Asie ou d'Europe. Dans les années 90, le taux de croissance a repris mais de nouveau, la croissance s'est ralentie à la fin de la décennie. Certains pays ont été confrontés à des crises financières profondes, comme l'a illustré le chaos qui a régné au début des années 2000 en Argentine.

« Au cours des deux dernières années, les nouvelles ont plutôt été bonnes, constate Peter Hakim, président de l'Inter-American Dialogue, dans un article publié début 2006. Les investissements étrangers ont commencé à revenir, les échanges ont progressé à un rythme soutenu, les transferts d'argent familiaux - les remesas - se sont fortement accrus et l'inflation reste basse. Mais peu d'analystes sont persuadés que ces gains puissent être soutenus. L'amélioration économique de la région est essentiellement le résultat d'une économie globale particulièrement favorable qui a gonflé les exportations de produits de base latino-américains et maintenu des taux d'intérêt bas, allégeant de la sorte le haut endettement de la région.

« Même dans ces conditions, ajoutait-il, les taux de croissance des pays latino-américains sont à la traîne par rapport à ceux enregistrés dans d'autres régions. La plupart des pays latino-américains sont pris dans le piège d'une croissance lente, conséquence de niveaux d'éducation insuffisants, d'investissements minuscules dans la technologie et les infrastructures, de taux d'épargne pitoyablement bas, de niveaux de perception fiscale dérisoires et d'inégalités sociales politiquement explosives ».

L'inégalité sociale, qui est la tare historique de l'Amérique latine et l'un des obstacles majeurs à son développement, a progressé, à l'exception du Chili, même lorsque l'économie était en croissance. Selon la Banque

mondiale, 44% de la population latino-américaine vit dans la pauvreté et le nombre de Latino-américains vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de deux dollars par jour est passé de 99 millions en 1981 à 128 millions en 2001.

● Indépendance

L'Amérique latine est le continent où la théorie de la dépendance, de l'échange inégal, du rapport inégalitaire entre la périphérie et le centre, s'est le plus développé, autour des écrits de Raul Prebisch de la CEPAL ou de Celso Furtado, et même dans des livres d'illustres journalistes comme *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* d'Eduardo Galeano.

Les années 90 ont marqué une nouvelle phase de l'insertion du continent au sein d'un système économique global qui, largement, le dépasse et sur lequel il n'a guère prise. Une partie importante du sort économique de l'Amérique latine se décide à New York, Washington ou...Pékin.

Paradoxalement, cette intégration globale n'a pas coïncidé avec un alignement auto-

matique sur le pays jugé maître de cette globalisation, les Etats-Unis. Lors du conflit en Irak, pour paraphraser Don Rumsfeld, il y a eu « une vieille Amérique latine », en Amérique centrale principalement, qui a appuyé l'invasion, et une « nouvelle Amérique latine », qui s'y est opposée, en particulier le Chili et le Mexique, membres non permanents du Conseil de sécurité qui étaient pourtant liés aux Etats-Unis par des accords commerciaux.

De même, l'Argentine a tenu tête au FMI et le Brésil a mené, lors de négociations commerciales internationales, des politiques opposées à celles des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Alors que ces pays insistaient sur le multilatéralisme face à l'unilatéralisme de Washington, le Venezuela est allé beaucoup plus loin pour démontrer son indépendance à l'égard de Washington. Il a choisi la voie de la confrontation, s'alliant ostensiblement à tous les ennemis des Etats-Unis, de Castro à Lukachenko et plaidant pour une Amérique latine « bolivarienne » c'est-à-dire opposée aux projets panaméricains de la Zone de libre échange des Amériques ou de l'OEA.

Virage à gauche ?

● Mouvances idéologiques

A plusieurs reprises, l'Amérique latine a connu des moments de convergence politique ou idéologique. Et la tentation a toujours été très grande de tenter de discerner des mouvements de fond qui concerneraient l'ensemble du continent, au risque de gommer les différences très réelles entre les pays et les nuances entre des idéologies apparemment cousines.

Au cours de son histoire récente, le continent a été traversé de phénomènes de contagion et de mimétisme, à l'image de la proliféra-

tion des foyers de guérilla guévaristes dans les années 60, des régimes militaires nationalistes progressistes après le coup d'Etat de Velasco Alvarado au Pérou en 1968, des dictatures militaires de sécurité nationale à partir du coup d'Etat brésilien de 1964.

Dans les années 80, tandis que l'Amérique centrale vivait à l'heure du sandinisme, des insurrections marxistes au Guatemala et du Salvador, l'Amérique du Sud connaissait graduellement le retour des militaires dans leurs casernes - exit Geisel, Videla, Pinochet - et l'arrivée au gouvernement de civils - Raul Alfonsín en Argentine, Patricio Aylwin au Chili.

Les années 90 furent surtout marquées par l'arrivée au gouvernement de partis politiques de droite ou du centre, la plupart attachés bon gré mal gré au consensus néo-libéral de Washington. Les deux symboles les plus importants en furent d'un côté le Chili, avec le règne de la Concertation (une coalition entre la démocratie chrétienne et le socialisme modéré), et de l'autre côté, le Mexique, d'abord avec l'adoption par le PRI sous Carlos Salinas et Ernesto Zedillo d'un agenda néo-libéral, ensuite avec la victoire de Vicente Fox et du PAN, mettant fin à sept décennies de Révolution institutionnelle.

Et puis soudain, ce fut la chute des dominos, la remise en cause d'un modèle économique et social qui faisait figure d'Évangile. Précédée par la contestation zapatiste et par l'émergence de mouvements sociaux de base, paysans sans terre (MST) du Brésil, mouvements indigénistes en Equateur et en Bolivie, une vague de victoires électorales de partis qualifiés de gauche a gagné le continent. Hugo Chavez en 1998, le triomphe de Ricardo Lagos en 2000, Lula en 2002, Bachelet et Tabaré Vasquez en 2005.

Le baromètre de ce virage hostile à l'ordre néo-libéral n'est pas qu'électoral. La contestation a aussi été dans la rue au travers de « nouveaux mouvements sociaux » (dont Bernard Dutermé nous parlera avec beaucoup plus de pertinence que moi) qui renversent des politiques (comme la privatisation de l'eau à Cochabamba en Bolivie) voire même des gouvernements élus : Abdala Bucaram et Lucio Gutierrez en Equateur ; Gonzalo Sanchez de Losada et Carlos Mesa en Bolivie ; Fernando de la Rúa et Adolfo Rodríguez Saa en Argentine.

Cette poussée protestataire est interprétée de diverses manières. La victoire de candidats de gauche ou néo-populistes exprime sans contester une lassitude par rapport à des gouvernements qui n'ont pas résolu les failles structurelles et persistantes que j'ai décrites

tout à l'heure. Mais à partir de ce constat, les doutes et les désaccords surgissent.

Pour certains, elle est la preuve de l'enracinement et de la normalisation de la démocratie en Amérique latine. C'est le point de vue adopté par Omar Encarnacion dans un article du World Policy Journal sur l'« étrange persistance de la démocratie en Amérique latine ».

Pour d'autres, par contre, elle est l'antichambre d'un désenchantement démocratique, voire le signe avant-coureur d'un retour des tentations autoritaires ou du militarisme. Deux rapports récents, publiés l'un par Flacso-Chile, l'autre par le PNUD, ont relevé la « vulnérabilité de la démocratie » dans la région. Et les chiffres du Latinobarometro ont révélé une acceptation croissante des régimes forts « si ceux sont mieux à même de résoudre la crise économique ». C'est dire que le défi lancé aux nouveaux gouvernements de gauche est énorme. En cas d'échec sur les questions cruciales de la délinquance et des inégalités, un retour du bâton autoritaire n'est pas à exclure.

● Les deux gauches

Mais peut-on vraiment parler d'un virage à gauche en Amérique latine ? La plupart des analystes sont d'accord sur une seule chose : les nouveaux gouvernements dits « de gauche », par comparaison avec les options politiques qui avaient dominé lors des années 90, accordent une plus grande préoccupation à la « question sociale », à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et sont plus indépendants de Washington.

Certains contestent, toutefois, cette analyse. Pour l'ancien président uruguayen Julio María Sanguinetti, les faits en disent plus que les slogans : la socialiste Michelle Bachelet incarne la continuité après 16 années de coalition centriste entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens ; le syndicaliste de

gauche, Lula, a mis en place au Brésil une politique économique plus orthodoxe que son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, théoriquement situé au centre. « Au lieu d'un virage vers la gauche, conclut-il, nous assistons à un déplacement laborieux, contradictoire et résigné de la gauche vers le centre ».

Ludolfo Paramio, professeur au Centre supérieures d'études scientifiques (Madrid), confirme : « ce serait une erreur de déduire que l'on va assister à un tournant vers une politique distincte. Il n'existe pas de paradigme alternatif de politique économique ».

Mais de quelle gauche parle-t-on ? Certains, dans leur empressement à trouver une alternative au Consensus de Washington, y avaient inclus au début des années 2000, le président péruvien Alejandro Toledo (qualifié d'indien et donc de progressiste) et le colonel équatorien Lucio Gutierrez. Ils durent déchanter.

D'autres estiment qu'il faut clairement distinguer entre les gouvernements récemment arrivés au pouvoir et reconnaître leur caractère bigarré. Il y aurait donc au moins deux manières de se situer à gauche en Amérique latine. Cette thèse des « deux gauches » est surtout développée par Jorge Castañeda, ancien ministre mexicain des relations extérieures sous Vicente Fox et l'un des intellectuels latino-américains les plus proches de l'Establishment « libéral » des Etats-Unis. Dans un article de *Foreign Affairs*, l'auteur distinguait entre, « d'un côté une gauche moderne, ouverte, réformiste et internationaliste, issue, paradoxalement, de la gauche radicale du passé ; de l'autre, une gauche née dans la grande tradition du populisme latino-américain, nationaliste, stridente et à l'esprit fermé ». Et le professeur de l'Université de New York ajoutait : « La première est consciente de ses erreurs passées (et no-

tamment de ses anciens modèles cubain et soviétique) et a changé. La seconde, malheureusement, non ».

En d'autres termes, selon cette typologie, il y a une gauche sérieuse et une autre qui ne l'est pas. Une gauche, au Chili, en Uruguay, au Brésil, qui insiste sur la dimension sociale mais respecte le cadre plus ou moins orthodoxe de l'économie de marché. Une autre gauche, au Venezuela, en Bolivie, et dans une moindre mesure en Argentine, qui ne respecterait pas les grands équilibres macro-économiques.

Dans ce contexte, Lula a surpris tout le monde les Etats-Unis qui s'attendaient à une politique radicale, la « gauche altermondialiste » qui l'accuse de trahison et d'avoir préféré les recettes du Forum économique mondial de Davos à celles du Forum social mondial de Porto Alegre.

Et Hugo Chavez ou Evo Morales ?, rétorqueront ceux pour qui le leader vénézuélien est devenu le porte-drapeau de la gauche anti-impérialiste latino-américaine et le leader indigéniste et cocalero le chef de file d'un retour aux politiques de « récupération » des richesses nationales et d'émergence des minorités ou majorités indiennes ? Dans un récent article, Carlos Fuentes ne mâchait pas ses mots à l'égard de Chavez, qualifié de « Mussolini » latino-américain assis sur ses puits de pétrole. L'identité indienne d'Evo Morales le protège, du moins sur la scène publique internationale, très politiquement correcte, de pareils épithètes. Il apparaît plus sérieux, moins caudilliste, que son parrain auto-proclamé de Caracas, et il a pris des mesures de nationalisation des hydrocarbures qui ont impressionné ses partisans et ses adversaires.

Je laisserai aux autres intervenants le soin de définir ces expériences, de montrer aussi les différences entre elles. Je me limiterai à faire deux remarques, l'une sur le populisme,

1 Jorge Castañeda, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, New York, May/June 2006.

qui imbibes en particulier l'expérience chaviste, l'autre sur la nature des politiques suivies par la « gauche raisonnable ».

Sur le populisme, le jugement, sévère, porté par Francisco Rojas Aravena, secrétaire général d'une institution prestigieuse, FLASCO, la Faculté latino-américaine des sciences sociales, mérite d'être entendu : « Le populisme cherche à se renforcer en usant d'un discours et de politiques qui ne résolvent pas les situations de pauvreté et promeuvent un système de participation irrégulière qui accroît la crise de représentativité des institutions démocratiques. En définitive, le populisme approfondit les problèmes, limite l'expression démocratique, le développement de la citoyenneté et le bénéfice de biens publics de base »².

Le chavisme ne doit pas seulement être interprété dans sa dimension sociale, qui est appuyée par pas mal de milieux de gauche en Amérique latine et en Europe, mais aussi dans sa signification politique. Il exprime un recul par rapport à la culture de l'état de droit, de l'indépendance des pouvoirs et du pluralisme qui avait accompagné la reconquête des libertés et de la démocratie et qui avait été acceptée par la majorité des courants de gauche, après les années noires des dictatures militaires.

Deuxième remarque : Il est présomptueux quand on voit la politique suivie par les partis sociaux-démocrates européens de donner des leçons de radicalité à leurs « camarades » latino-américains. Je pense toutefois que les politiques mises en place au Brésil, au Chili ou en Uruguay, sont insuffisantes ou trop lentes pour répondre aux défis sociaux de ces pays. Peut-être le gradualisme est-il la seule politique du possible ?

2 Los Grandes Retos a la Gobernabilidad democrática : violencia, exclusion y populismo. Anuario Elcano América Latina, p. 133.

Peut-être même la politique centriste de Lagos et Bachelet est-elle socialement plus progressiste et efficace que celle de Lula ? J'aimerais sur ce point entendre les points de vue, bien plus légitimes et informés que le mien, des autres intervenants et des participants.

L'analyse de Seth R. DeLong, du Council on Hemispheric Affairs de Washington nous offre, à ce propos, une description sereine de ces évolutions. « Contrairement aux excitations de la droite sur la « marée haute rouge » en Amérique latine, un regard plus calme - certainement sur le Brésil, l'Argentine et même le Venezuela - révèle un fossé significatif entre leur rhétorique anti néolibérale et leurs politiques économiques réelles. Si attaquer le FMI et la Banque mondiale fait partie de la norme polémique régionale, aucun des dirigeants, pas même Chavez, n'envisage sérieusement de rejeter globalement les principes de base de l'économie keynésienne ».

Pour cet auteur, la nouvelle gauche latino-américaine est plus proche de Franklin Roosevelt que de Fidel Castro. Ou plus proche de « modèle social européen », le modèle rhénan cher à Pierre Albert que du modèle américain. C'est en tout cas au modèle européen et en particulier aux expériences scandinaves que Ricardo Lagos faisait allusion dans une interview publiée juste après avoir quitté la présidence³.

3 Monica Gonzalez, « Decir que nuestra region va hacia la izquierda es una lectura falsa », Clarin.com, 10/09/2006.

Le contexte mondial

L'Amérique latine, ses nouveaux courants politiques, surtout, peuvent-ils trouver de nouvelles convergences qui permettraient de consolider des expériences de gauche? Avant de répondre à cette question, en fait pour essayer d'y répondre, il faut réinsérer le continent au sein de la géopolitique mondiale et analyser la marge de manoeuvre que leur accorde ou que leur offrent les grands acteurs du monde.

● Les Etats-Unis

La politique des Etats-Unis a longtemps été cruciale, voire décisive, dans l'évolution politique latino-américaine. Très directement, par le biais d'interventions de marines ou de coups d'Etat, dans leur voisinage immédiat (Haïti, Guatemala, El Salvador, Panama). De manière plus diffuse, par l'imposition de politiques économiques, l'octroi d'assistance militaire ou par des complicités et convergences d'intérêts avec les élites locales, dans le reste du continent (Brésil, Chili, Uruguay).

Stratégiquement, le continent a perdu de l'importance avec la fin de la Guerre froide. Alors que dans les années 80, marquées par l'ascension de Ronald Reagan et le triomphe de la révolution conservatrice américaine, l'Amérique latine avait été un des champs de bataille de la confrontation Est-Ouest, autour du Nicaragua, du Salvador et de Cuba essentiellement, la tension est brusquement retombée. Au début des années 90, l'Amérique latine s'est éclipsée en grande partie de l'écran radar de Washington car les événements qui s'y déroulaient ne menaçaient plus les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, ou n'étaient plus instrumentalisés dans le cadre d'une confrontation titanesque globale.

A cette époque, les Etats-Unis faisaient figure d'unique superpuissance, ses adversaires s'étaient évanouis : la gauche radicale avait été écrasée ou neutralisée lors des dictatures

ou des guerres civiles ; Cuba était enlisée dans sa période spéciale et sa crise économique à la suite de la défection de l'URSS ; l'Amérique ne posait plus aucun risque géopolitique. Seuls subsistaient, au rang des menaces dites non conventionnelles, la délinquance, le trafic de drogue et les migrations.

La fin des années 80 et les années 90 furent celles du consensus démocratique et du Consensus de Washington. A l'exception de Cuba, l'ensemble des pays de la région adoptèrent, à des degrés divers, le système démocratique occidental, mais procédèrent aussi à un profond remodelage du discours économique. Le consensus de Washington - « beaucoup de Washington, peu de consensus » - , me confiait récemment Roberto Lavagna, ancien ministre argentin de l'Economie, fut repris, bon gré mal gré par les gouvernements latino-américains. Libéralisation des échanges, privatisation, modernisation, furent les maîtres-mots de cette décennie qu'Alain Minc osa qualifier de « mondialisation heureuse ».

Elle provoqua également une crise de l'intégration latino-américaine. Avec l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994, le Mexique sort de l'Amérique latine et entraîne inéluctablement dans son sillage son propre hinterland de l'isthme centro-américain. Le Mexique, qui fut pendant trois quarts de siècle le porte-étendard d'un nationalisme parfois ombrageux, fait partie désormais de l'Amérique du Nord. L'imbrication de son économie et de sa population avec celles des Etats-Unis a considérablement réduit sa marge de manoeuvre sur les plans intérieur - politique, économique, social, environnemental - et - et recalibré sa politique étrangère, à propos de Cuba par exemple, même si Mexico s'opposa en 2003 à l'invasion de l'Irak.

Vue de Washington, l'Amérique latine apparaît encore très fragile : elle n'a pas résolu

ses failles structurelles - inégalités, exclusion des minorités indiennes ou noires, délinquance - qui entravent depuis des décennies son développement ; elle est menacée par la montée en puissance des économies asiatiques tout autant, sinon davantage, que l'Europe ; elle est éclatée entre des modèles soit trop ambitieux voire oniriques - Chavez -, soit trop timides -Bachelet et Lula.

L'Amérique latine, me disait un analyse états-unien, n'a plus guère de choix. Et d'ajouter : « Les scénarios sont au nombre de trois : une résurgence du panaméricanisme ; une fragmentation nationale ; une intégration limitée à l'Amérique du Sud, autour de la puissance hégémonique plus ou plus bienveillante du Brésil.

Le projet de Zone de libre échange (ZLEA) des Amérique est l'ultime avatar du panaméricanisme, c'est-à-dire de la volonté d'ordonner autour de Washington les économies latino-américaines. De nouveau, vu de Washington, ça fait sens. Les exportations des Etats-Unis vers l'Amérique latine représentent plus de 150 milliards de dollars par an, presque autant que les exportations vers l'Union européenne. Certes, deux tiers de ces échanges se font avec le Mexique, mais ce chiffre donne une idée de l'importance de la région et de son potentiel, plus au Sud, si se réalisent la ZLEA ou, à défaut, une cascade de traités bilatéraux de libre échange avec les Etats-Unis. Démographiquement, les Etats-Unis s'hispanisent de plus en plus et accordent dès lors, électoralement, une attention croissante aux attentes de ces diasporas qui, à leur tour, par le biais des remesas, servent de filet de sécurité sociale à de nombreux pays ou régions du sous-continent.

Après les attentats du 11 septembre, l'Amérique latine a encore perdu quelques places au tableau des urgences états-uniennes, dominé par la guerre contre la terreur. Les services de renseignements américains ont, un moment, regardé les FARC dans ce cadre-

là ; ils ont mené l'enquête dans la zone des trois frontières où convergent le Paraguay, le Brésil et l'Argentine et où s'activent des communautés chiïtes syro-libanaises ; ils ont rouvert le dossier de l'attentat perpétré en 1993 à Buenos Aires contre l'association mutuelle juive et dont la responsabilité est en partie attribuée au Hezbollah libanais.

Le défi stratégique représenté par l'Amérique latine provient davantage de l'extension du pouvoir exercé par des groupes mafieux, des organisations paramilitaires et des guérillas. Les FARC ne sont pas craintes en raison d'un programme politique ou d'une idéologie marxistes - personne n'y croit à Washington, en Colombie non plus d'ailleurs - mais en raison de leur implication dans une économie et une culture de violence qui gangrène le continent, les Etats-Unis y compris.

L'accent placé par les Etats-Unis sur les « menaces non traditionnelles » constitue par ailleurs un risque pour le renforcement de la démocratie en Amérique latine. Certes, la délinquance, la corruption et le trafic de stupéfiants représentent des risques énormes car ils déchirent le tissu social, attisent la violence, sapent les institutions, mais le rôle que les Etats-Unis, relayés par certains gouvernements latino-américains comme celui du Salvador, veulent donner aux forces armées latino-américaines dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité - « les gangs sont l'avatar d'une insurrection urbaine », note le US War Army College - risquent de re-légitimer le militarisme au détriment des institutions civiles.

Le risque d'une ingérence des Etats-Unis est-il encore d'actualité ? Le 10 mars 2005, Condoleezza Rice a « cadré » la politique américaine par une déclaration conciliante. « Les Etats-Unis doivent respecter le choix de ces pays, qu'ils soient de gauche, de droite, de centre gauche ou de centre-droite, pour autant qu'ils se situent dans le cadre de la structure démocratique de ces pays ». D'ailleurs, après avoir

joué les Cassandre à l'encontre de Lula, une position qui provoqua en 2002 la chute de la devise brésilienne, l'administration Bush n'a pratiquement que de bonnes choses à dire à propos du Brésil. Et elle a accueilli sans le moindre rictus l'élection de Michelle Bachelet, décrite comme la fidèle héritière du placide Ricardo Lagos, ou la victoire de Tabaré Vasquez à Montevideo

Toutefois, malgré cette déclaration bienveillante, l'administration Bush reste nerveuse et sur ses gardes et elle n'a pas caché son hostilité à l'encontre des dirigeants populistes latino-américains. Pour Washington, comme pour Jorge Castañeda, il y a deux gauches en Amérique latine et une seule, la castro-chaviste, suscite vraiment ses craintes. La gauche populiste ou pro-castriste a été clairement mise en garde. A La Paz, la Embajada s'est ingérée dans la campagne contre Evo Morales, à Managua, elle est intervenue en menaçant de couper l'aide si Daniel Ortega, l'ancien président sandiniste des tumultueuses années 80, remportait les élections. Et au Mexique, le message n'a pas été favorable au chef de file du PRD, Andres Manuel Lopez Obrador. Selon Peter H. Smith, du Center for Iberian and Latin American Studies de l'Université de Californie (San Diego), « en cas de victoire de Lopez Obrador, Washington aurait réellement commencé à se tracasser, car cette victoire aurait signifié un changement majeur dans l'équilibre idéologique au sein de l'hémisphère occidental ».

Le Venezuela est devenu un épouvantail et a été placé dans la ligne de mire. En raison de son discours radical, mais aussi de sa politique extérieure. L'appui de Chavez à Castro, sous forme d'exportations pétrolières, est un véritable chiffon rouge agité devant le taureau états-unien, tout comme la volonté de recréer un front tiers-mondiste fondé sur l'argent, je n'ai pas dit l'arme, du pétrole.

L'administration Bush a soutenu activement une opposition qui n'a pas hésité, en 2002,

à participer ou à cautionner un coup d'Etat. Certes, une Commission d'enquête du Sénat menée par le démocrate libéral Christopher Dodd n'a pas trouvé de preuves d'implication directe des Etats-Unis dans ce putsch manqué contre Hugo Chavez, mais personne ne s'est trompé, ce jour-là, sur le sourire d'Otto Reich, alors secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latino-américaines, très proche du lobby anti-castriste et membre militant du mouvement néo-conservateur. Et si le gouvernement américain s'est empressé de signer la déclaration de l'OEA condamnant cette rupture institutionnelle, personne n'oublie à Caracas qu'il l'avait d'abord bien accueilli. A l'instar d'ailleurs de certains gouvernements européens.

En fait, l'Establishment militaire américain a fait du « populisme radical »⁴ une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Cette posture se retrouve dans les déclarations de Donald Rumsfeld, dans les auditions au Congrès du général James Hill, responsable du Commandement Sud des Etats-Unis et dans les documents et scénarios de l'Institut d'études stratégiques de la US Army War College. Une étude publiée en juin 2005 par cet Institut, sous la plume de Steve C. Ropp recommande même d'« empêcher préemptivement l'arrivée au pouvoir des populistes radicaux et de se préparer à traiter militairement « toute poussée de turbulence populiste ». Certains documents confidentiels, opportunément « filtrés » à des journalistes, font d'ailleurs le lien entre ce type de régime, en particulier le chavisme, et des organisations terroristes ou radicales, latino-américaines ou moyen-orientales.

⁴ William M. LeoGrande, « From the Red Menace to Radical Populism. U.S. Insecurity in Latin America », World Policy Journal, New York, Winter 2005/2006, pp. 25-35.

● Une Europe absente

L'Europe est la grande absente de la scène politique latino-américaine. Le dernier Sommet euro-latino-américain de Vienne ne laisse que le souvenir de la strip teaseuse argentine surgissant dans l'axe des caméras lors de la traditionnelle photo de famille et les regards interloqués ou grivois des chefs d'Etat ou de gouvernement. Mais il y a surtout les chiffres : l'Amérique latine représente moins de 2% du commerce total de l'UE alors qu'elle enregistre près de 60% de ses échanges avec les Etats-Unis.

Le dialogue politique entre les deux continents, au travers des Etats, mais aussi des Parlements et de la société civile, est l'âme de la relation euro-latinoaméricaine et il vrai que l'UE n'a établi pareils échanges avec aucun autre bloc géographique. Au niveau diplomatique, les pays européens et latino-américains ont à plusieurs reprises coordonné leurs positions, notamment contre les Etats-Unis, en offrant une alliance bi-régionale en faveur du multilatéralisme. Ce fut le cas lors des négociations pour la Cour pénale internationale ou pour le traité sur les mines anti-personnel.

Les chiffres de la coopération au développement restent, par ailleurs, très importants. L'UE en 2003 était le premier donateur d'aide officielle à l'Amérique latine avec 42% contre 18% pour les Etats-Unis. Mais en 2004, l'aide de la Commission européenne, un baromètre significatif, était en diminution.

En fait, il n'y a plus de projet euro-latinoaméricain comme celui qui, dans les années 80 théorisait (v. Bernard Lietaer) sur une « diagonale » entre l'Amérique latine et l'Europe qui aurait visé à renforcer l'autonomie des relations extérieures, - politiques et économiques - des deux sous-continentes.

La collaboration entre l'Union européenne et le groupe de Contadora, d'abord, le groupe

de Rio ensuite, pour proposer une alternative pacifique et démocratique aux guerres civiles d'Amérique centrale, reste l'exemple le plus achevé de cette ambition transcontinentale et une source de nostalgie.

Toutefois, pour danser le tango, il faut être deux et, au-dessus de la « grande bleue », les accusations s'entrecroisent sur qui refuse de danser. L'expansion de l'Union européenne vers l'Est et l'importance accordée aux pays du voisinage méditerranéen apparaissent à l'Amérique latine comme les principales causes de cette « négligence bienveillante » (benign neglect) qui semble caractériser la politique de Bruxelles à l'égard de l'Amérique latine. L'Europe, de son côté, n'est pas loin de considérer que deux des pays clés du continent ont des agendas anti-européens : le Mexique en se liant aux Etats-Unis par le biais de l'Alena ; le Brésil qui a pris, au sein de l'OMC et à la tête du G-20, des positions hostiles à l'Union européenne, notamment dans le domaine extrêmement sensible de la politique agricole. Par ailleurs, la différenciation que l'UE a établie entre des sous-régions, d'un côté l'Amérique centrale et la Communauté andine, traitées comme des pays de coopération, et de l'autre, le Mexique, le Chili et le Mercosur, considérés comme des partenaires économiques sérieux, ne contribue guère à renforcer les processus d'intégration de l'Amérique latine.

D'un point de vue plus politique et sociétal, les réseaux politiques, sociaux et philosophiques qui irriguaient les relations euro-latinoaméricaines se sont distendus sous l'effet de multiples facteurs. Les internationales politiques sont des coquilles vides : l'Internationale démocrate chrétienne a perdu son pivot vénézuélien depuis l'effondrement de COPEI et ne peut guère plus compter que sur la démocratie chrétienne chilienne, l'Internationale socialiste regroupe des partis politiques qui sont au pouvoir au Pérou, au Brésil, au Chili, en Uruguay et peut-être demain à Managua, mais elle n'articule pas de

vrai projet alternatif, ni du point de vue économique, ni du point de vue des relations internationales.

L'affaiblissement de l'Église catholique face à la montée des Églises évangéliques, majoritairement originaires des États-Unis ou ancrées dans des réalités locales, est un autre élément de l'éloignement que l'on constate entre l'Europe et l'Amérique latine.

● La Chine et le Pacifique

L'Amérique latine est elle aussi confrontée aux nouvelles puissances émergentes et en particulier de la Chine. Ce phénomène est à la fois une source potentielle de diversification et d'alliances mais il peut être tout autant une nouvelle menace et une périlleuse concurrence.

Pékin a développé une politique prudente dans la région qui tient compte de ses objectifs prioritaires - l'accès au pétrole et aux marchés - mais aussi du cadre global de ses relations internationales dans un rapport de forces complexe avec Washington (auquel s'ajoute la constante de neutraliser la diplomatie de Taïwan en Amérique latine et dans les Caraïbes).

Le rapprochement avec La Havane et avec Caracas ont fait la « une » de la presse américaine mais ils n'ont aucune dimension

idéologique, sauf peut-être la volonté de se gagner des appuis à l'ONU pour y éviter de trop fréquentes condamnations en matière de droits de l'homme. Il ne résume pas non plus la diplomatie chinoise dans la région. Pékin a le sens des réalités et des bras de fer, elle traite avec des marchés et des États et non avec des idéologies. Ses relations avec le Brésil, le Mexique, le Chili et l'Argentine sont empreintes de pragmatisme et de calcul : commercer, mais aussi utiliser ces pays dans une stratégie à long terme pour accéder à un rôle d'acteur global.

Economiquement, la Chine est un partenaire très intéressant de l'Amérique latine et ses échanges et investissements se sont nettement accrus : ils ont été multipliés par 7 au cours des dix dernières années. Mais elle est aussi un dangereux concurrent dans le secteur des produits manufacturés de base. Le Mexique a été le premier à subir, dans ses maquiladoras de la frontière avec les États-Unis, l'impact des délocalisations vers les zones spéciales économiques chinoises. « L'image d'un milliard trois cent millions de Chinois face à 500 millions de Latino-américains engagés dans une lutte pour les emplois, les investissements et les richesses du marché mondial a produit des frissons dans toute l'Amérique latine », s'est exclamé en 2004 le ministre mexicain des relations extérieures, Luis Ernesto Derbez.

Alliances

Ce panorama des réalités politiques, sociales, économiques de l'Amérique latine et ce survol des réalités internationales qui conditionnent sa marge de manœuvre devraient nous permettre d'esquisser les alliances possibles entre les pays latino-américains.

Cadrons d'abord les discussions sur l'intégration latino-américaine. Le continent a multiplié ces dernières années les sigles qui évoquent l'intégration économique ou poli-

tique, mais derrière cette profusion se profilent d'abord des stratégies nationales. La fragmentation est à l'ordre du jour. Si l'on se reporte trente années en arrière, la réalité d'une intégration latino-américaine apparaît aujourd'hui en recul. Lors des années 70, à la suite de la crise pétrolière et des illusions qu'elle avait provoquées de restructurer les rapports entre le Nord et le Sud, des projets d'intégration continentale - en particulier le SELA Système économique latinoaméricain

- avaient été lancés par le Venezuela de Carlos Andres Perez et le Mexique de Luis Echeverria, mais ils avaient d'abord achopé sur des facteurs politiques: la vague dictatoriale dans le Cône Sud qui rendait impossible tout projet commun.

Relancée dans les années 90, l'ambition intégrationniste a buté sur le "Consensus de Washington" et donc sur la mise en oeuvre d'une politique de globalisation qui a sapé tous les projets d'intégration, même les plus solides, comme le projet européen, au bénéfice de projets de blocs régionaux autour, dans le cas de l'Amérique latine, de l'hyperpuissance américaine.

Ces dernières années, le consensus a changé de camp, la pensée unique est hostile au néo-libéralisme; mais le fameux "virage à gauche" ne signifie pas nécessairement une solidarité continentale et encore moins une solidarité continentale de gauche. Comme l'explique Rosendo Fraga, directeur du Centre d'études pour la Nouvelle Majorité, « s'il y a bien un virage vers la gauche, le centre-gauche ou le populisme dans la région, rien n'indique que ces affinités l'emportent sur les différences entre les nations ».

Certes, les années 90 ont vu la création du Mercosur, fondée autour de l'économie la plus dynamique de la sous-région, le Brésil, et sur deux principes: l'économie de marché et la démocratie. Ses premiers résultats ont été positifs et beaucoup ont rêvé d'en faire le pivot d'une nouvelle vague d'intégration sud-américaine. Mais très vite, les limites de l'expérience sont apparues en raison, tout particulièrement, de graves asymétries entre les pays membres. Résultat : la rancœur des petits pays qui aujourd'hui regardent de nouveau vers Washington pour négocier l'installation d'une base militaire états-unienne (Paraguay) ou pour signer un accord bilatéral de libre-échange (Uruguay); conflit entre l'Argentine et l'Uruguay sur les fameuses papeleras (usines de papier); sentiment

argentin d'une domination brésilienne. L'adhésion du Venezuela de Chavez, qui a quitté brutalement la Communauté andine des Nations, ne peut que compliquer la mise en oeuvre d'un projet qui doute de lui-même.

En fait, même si l'Amérique latine est un continent de paix, sans risque de confrontation armée, en dépit des méfiances suscitées par le réarmement de Hugo Chavez, elle reste divisée et les contentieux bilatéraux n'ont pas disparu. J'ai déjà mentionné le tropisme états-unien du Mexique et de l'Amérique centrale, mais l'Amérique du Sud hésite sur son insertion dans le monde et en particulier sur des relations avec les Etats-Unis. La Communauté andine des Nations apparaît l'otage des relations entre la Colombie d'Alvaro Uribe et les Etats-Unis. Et, comme le soulignait Raul Zibecchi, de l'Agence latinoaméricaine d'information, « pour rajouter un peu de confusion au tableau, la Bolivie, le Venezuela et Cuba s'apprentent à signer le Traité commercial des peuples...Avec cela, un nouvel axe prend forme ».

Même si, en Europe, il y a eu un certain temps une coexistence entre la CEE et l'Association européenne de libre échange, le projet a été, jusqu'à sa dilution par l'intégration accélérée de ces dernières années, clairement constituée autour d'un seul axe, celui créé autour de la CECA et ensuite du Traité de Rome de 1957. La confusion qui règne aujourd'hui en Amérique latine obère toute perspective réelle d'intégration. Chaque pays « fort » instrumentalise son propre projet d'intégration : l'Alliance bolivarienne de l'Amérique pour Chavez, la Communauté sudaméricaine des nations pour Lula , et comme le signale Raul Zibecchi, « personne ne peut garantir aujourd'hui en Amérique du Sud que l'ALBA survivra à Chavez ou la CSN à Lula ».

« S'opposer à la ZLEA ou aux traités de libre échange, concluait-il, n'est pas la même chose que d'établir des bases durables à une

intégration régionale différente de celle défendue par les marchés internationaux ou par les élites de la région ». En d'autres termes, l'anti-américanisme ne suffit pas pour élaborer une politique qui tienne la route et résiste aux aléas du temps.

D'autant plus que la prétention à l'hégémonie, qui correspondrait à ce que fut au niveau européen l'axe Paris-Bonn, est très déséquilibrée. En raison de son étendue, de son poids démographique et de ses potentialités économiques, le Brésil n'a pas abandonné son « Destin manifeste » d'être le primus inter pares dans le sous-continent, voire le porte-drapeau de l'Amérique du Sud sur la scène internationale. En termes clairs, le Brésil suscite la méfiance et la présence de Lula à la tête du pays n'a absolument pas changé les fondements de la politique régionale et internationale de ce pays.

Les projets régionaux d'infrastructure - routes, mais aussi oléoducs et gazoducs, comme le Gazoduc du Sud, qui, dans une dizaine d'années, « devrait » relier Puerto Ordaz (Venezuela) à Buenos Aires - constituent certainement des leviers prometteurs d'une intégration latino-américaine qui sorte de son cadre rhétorique, un peu à l'exemple ce que fut la CECA (Communauté du charbon et de l'acier) à la naissance de l'intégration européenne au début des années 50. Encore faut-il toutefois que ces projets ne soient pas des hochets utilisés dans le cadre de stratégies opportunistes d'influence ou de « défi anti-yankee ». Encore faut-il que ces décisions soient mûrement réfléchies et sensées du point de vue économique.

Encore faut-il, comme le soulignait le dérangeant Andres Oppenheimer dans son livre *Cuentos chinos*⁵ que les Etats latino-américains acceptent la notion de « pouvoir supranational » et se concèdent mutuellement

⁵ Andres Oppenheimer, *Cuentos Chinos. En engaño de Washington, la mentira populista y la esperanza de America latina*, Editorial Sudamericana, Buenos Aires, 2005, 350 pages.

des « abandons de souveraineté » comme c'est la règle dans le cadre européen.

● Alliances idéologiques ?

Est-ce que, au delà des rapports entre les Etats, les vents nouveaux qui soufflent sur l'Amérique latine, pourraient favoriser de nouvelles convergences qui donneraient une dimension politique et quasi idéologique aux tentatives d'intégration ?

Historiquement, l'Amérique latine a connu de nombreux exemples de convergence entre les mouvements politiques qui s'y exprimaient, très souvent d'ailleurs dans le cadre de stratégies et avec la participation d'acteurs extérieurs au continent. Il y a eu, à l'extrême-droite, des alliances entre les forces armées et les services de sécurité, la plus infâme étant l'Opération Condor qui dans les années 70 traqua les militants de gauche dans tout le Cône Sud, les Andes et jusqu'à Rome et Washington.

Il y a eu, à l'extrême gauche, le Comintern dans les années 30 et surtout l'Organisation latinoaméricaine de Solidarité organisée dans les années 60 par le « ministère des Amériques » du département international du Parti communiste cubain. Il y a eu aussi des tentatives de « front régional » des guérilleros autour des FARC de Colombie.

Au centre et au centre droit, la démocratie chrétienne connut son heure de gloire dans les années 60 avec la victoire d'Eduardo Frei au Chili et celle de Rafael Caldera au Venezuela. Elle connut son chemin de croix dans les années 80 avec l'expérience de Napoleon Duarte au Salvador et l'effondrement de COPEI au Venezuela. Cette mouvance dispose toujours de l'ODCA, Organisation démocrate chrétienne des Amériques, mais son implantation est désormais marginale au niveau continental.

Au centre-gauche, les ambitions continentales ont également été omniprésentes. Je rappellerai dans les années 40 la coopération entre les partis d'inspiration social-démocrate autour du journal *Combate* du Costa Rica et de la Légion des Caraïbes au sein duquel se retrouvaient des leaders comme Romulo Betancur ou José Figueres, hostiles à la fois aux vieilles dictatures oligarchiques et au mouvement communiste. Cette alliance se retrouvera au sein de l'Internationale socialiste dans les années 70 et 80, autour de Carlos Andres Perez, Daniel Oduber, Guillermo Ungo.

Un avatar latinoaméricain de cette mouvance, avec une tonalité plus nationaliste, fut lancée à cette époque à l'initiative du président mexicain José Lopez Portillo qui ambitionnait de regrouper autour du PRI des partis sociaux-démocrates ou à prétention révolutionnaire comme le FSLN, alors au pouvoir au Nicaragua, et le MIR bolivien. Tel fut le propos de la COPPAL (Comité permanent des partis politiques Mais il s'effondra en même temps que le peso mexicain.

Aujourd'hui, cette tendance social-démocrate s'est recomposée en intégrant des partis comme le FSLN, le PRD, le MIR, le PS, le PR et le PPD chilien et le PT brésilien. Mais le simple énoncé de la liste de ses membres expose la principale fragilité: une diversité excessive entre les doctrines, les styles et les pratiques politiques des partis membres.

Hugo Chavez a développé une stratégie continentale, bolivarienne, qui interfère avec la mouvance socialiste ou sociale démocrate, la contourne ou la sape. Le leader vénézuélien a appuyé Daniel Ortega du FSLN et le candidat nationaliste péruvien Humala contre Andres Garcia, de l'APRA, membre fondateur de l'internationale socialiste latinoaméricaine. Il a surtout soutenu Evo Morales, un chef d'Etat qui bouscule réellement l'ordre latino-américain, certains parleront de "désordre établi", élaboré lors des années du Consensus de Washington.

Le projet chaviste n'intègre en fait que très marginalement cette gauche social-démocrate - chilienne, brésilienne ou uruguayenne - dont il conteste les politiques conciliatrices pour se concentrer sur des alliances fondées d'abord sur le nationalisme et l'anti-américanisme. L'axe Castro-Chavez-Morales a de claires ambitions - une alternative radicale face à Washington - , mais aussi de nombreuses ambiguïtés, notamment par rapport à l'acquis démocratique latinoaméricain. La compréhension de Chavez à l'égard de mouvements armés comme les FARC ou son flirt avec des régimes autoritaires ou hallucinés, comme Lukachenko en Belarus ou Ahmannedad en Iran, constitue un pas en arrière dans le renforcement de la culture démocratique latino-américaine et donc dans son intégration.

Or, c'est autour de cette culture démocratique, du moins est-ce ma conviction profonde, que peuvent se refonder l'intégrationnisme et le protagonisme international de l'Amérique latine. Je reprendrai l'analogie avec l'Union européenne. Elle a été un projet fondé sur le consensus démocratique et sur une redéfinition des rapports avec son principal allié, les Etats-Unis.

La Charte démocratique adoptée en 2004 à Cuzco dans le cadre de la Communauté sudaméricaine des Nations offre un socle similaire de valeurs et de coopération. Au niveau international, l'Amérique latine devrait, comme l'Europe y prétend de son côté, renforcer le multilatéralisme, le respect du droit international et des droits de l'homme. Il y a un lien entre la manière dont le continent conçoit son rôle mondial et les mesures - de lutte contre les inégalités, d'intégration des populations marginalisées, de développement économique durable - qu'il lui faut prendre au niveau interne pour assurer une assise économique et sociale à ses ambitions.

3 La Bolivie

18

Par Nelson ESTRADA ITURRI

Coordinateur du Comité de Solidarité pour la Bolivie / MAS

Le 20 octobre 1492 marque le début de l'ère coloniale pour notre continent, qui se traduit par un holocauste sans précédent dans l'histoire de l'humanité, entraînant l'extermination systématique de nos peuples et de nos civilisations.

Après avoir mené pendant plusieurs siècles des luttes sanglantes contre le système colonial de l'époque, on assiste à la naissance des différents états que nous connaissons actuellement.

La Bolivie accède à son « indépendance » en 1825, mais hérite malheureusement, comme la plupart des états naissants, de toutes les caractéristiques du système colonial de l'époque.

Force est de constater qu'au cours de ces 182 ans de vie républicaine, l'Etat bolivien ainsi que tous les gouvernements qui se sont succédé jusqu'à présent n'ont fait que reproduire ce lourd héritage colonial.

A l'heure actuelle, la question à se poser est la suivante : peut-on considérer que la Bolivie, au cours de ces 182 ans de vie républicaine, s'est constituée en un Etat de droit et un Etat démocratique respectueux des droits

les plus fondamentaux et les plus élémentaires ?

Tels que le droit des peuples originaires à diriger leur destin, ainsi que le droit inaliénable qu'ils ont de gérer leurs ressources naturelles, le droit aux libertés politiques, le droit au travail, le droit au logement, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation et tant d'autres droits tout aussi fondamentaux qu'élémentaires.

On constate avec amertume, et ce depuis toujours, que tous ces droits liés aux droits de l'homme et garantis par la Constitution Politique bolivienne ont systématiquement été bafoués, et que l'on a assisté à l'instauration d'un système identique à celui de l'Apartheid, où 75% de la population d'origine indienne et native du pays étaient complètement marginalisés et exclus par l'Etat.

Peut-on considérer cela comme la conception parfaite d'un Etat de droit ou, mieux encore, peut-on appeler cela Etat démocratique ?

En Bolivie, pays d'à peine 9,5 millions d'habitants disposant d'un des sous-sols les plus généreux de la planète, une poignée

de nantis qui représentent à peine 2% de la population accaparent les richesses et le pouvoir politique depuis environ deux cents ans, tandis que 85 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les amérindiens majoritaires demeurent discriminés, la mortalité infantile atteint des taux indécents, le chômage est endémique, l'analphabétisme domine et 51% des gens ne disposent toujours pas d'électricité. Mais cela ne modifie pas l'essentiel : il s'agit d'une « démocratie ».

Au mois d'octobre 2003, sur ordre du président Gonzalo Sanchez de Lozada, (MNR) l'armée tire à la mitrailleuse lourde sur des manifestants et fait quelque soixante morts et plus de quatre cent blessés¹,

Mme Condoleezza Rice, Conseillère du Président des Etats-Unis, s'adressant lors de cette révolte aux membres de la Société interaméricaine de presse (SIP) réunis à Chicago, déclare que Washington met en garde les manifestants (!) contre « toute tentative de renverser par la force un gouvernement démocratiquement élu ».

On se souvient que, le 11 avril 2002, lorsque M. Hugo Chávez, Président tout aussi démocratiquement élu du Venezuela, fut momentanément renversé par des militaires que soutenaient le patronat et les grands médias, Washington s'était empressé de reconnaître les putschistes sous le prétexte mensonger que M. Chávez « avait fait tirer sur son peuple »...

¹ International Herald Tribune, Paris, 15 de octobre 2003. En total, el número de víctimas de la represión se elevaría a unos 78 muertos y 420 heridos. Conviene añadir los 34 muertos y 205 heridos de febrero, con ocasión de un levantamiento de los trabajadores... y de la policía contra la aplicación de un impuesto a los salarios bajos.

¹ International Herald Tribune, Paris, 15 octobre 2003. Au total, le nombre de victimes de la répression s'élèverait à quelques 78 morts et 420 blessés. Il convient d'ajouter les 34 morts et les 250 blessés de Février, lors d'un soulèvement des travailleurs... et de la police contre l'application d'un impôt sur les petits salaires.

« Le Boucher », comme on appelle désormais en Bolivie M. Sanchez de Lozada, a tout naturellement cherché refuge à Miami le 17 octobre, sans que les Etats-Unis envisagent de le traîner devant un quelconque tribunal pour crimes contre l'humanité.

Bien au contraire, ce génocidaire ainsi que ses collaborateurs jouissent de l'entière protection de ce pays qui prétend lutter contre le terrorisme alors qu'il protège les terroristes d'Etat qui sèment la terreur et assassinent les peuples.

Mais pourquoi les Etats-Unis procéderaient-ils à son expulsion ou à son extradition ? M. Gonzalo Sanchez de Lozada fut Ministre de la planification de 1986 à 1989, conseillé par l'économiste Jeffrey Sachs, et a soumis son pays à une politique ultralibérale, « une thérapie de choc » comme le souhaitait Washington et qui eut pour conséquence le licenciement de dizaines de milliers de salariés du secteur d'Etat. Lors de son premier mandat (1993-1997), ce président ultralibéral, devenu l'un des hommes les plus riches de son pays, a accepté, toujours sous la pression des Etats-Unis, d'appliquer un programme d'éradication de la coca, responsable de la ruine de centaines de milliers de cultivateurs qui, sans autre possibilité de survie, sont depuis en état de révolte permanent. Il a également entrepris de privatiser, en faveur de firmes essentiellement américaines, tout le patrimoine de l'Etat : chemins de fer, mines, pétrole, électricité, téléphone, compagnies aériennes, eau.

La privatisation de la distribution d'eau dans la ville de Cochabamba en faveur de l'entreprise américaine Bechtel (l'une des grandes bénéficiaires du programme de privatisation intégral de l'Irak que conduisent actuellement les autorités d'occupation) avait donné lieu, en avril 2000, à une insurrection et s'était soldée par le départ de Bechtel, le recul du gouvernement et la renationalisation de l'eau.

Ces deux conflits, celui des cultivateurs de coca et celui de Cochabamba, ont vu l'émergence d'un dirigeant populaire hors normes : M. Evo Morales, devenu l'actuel président de la Bolivie, quarante-sept ans, indien aymara, autodidacte, ancien dirigeant syndical, emprisonné et torturé, à la tête depuis près de vingt ans du secteur le plus revendicatif, celui des paysans ruinés par l'éradication de la coca.

Mais l'arrivée au pouvoir de M. Evo Morales a été précédée d'une mobilisation de tous les secteurs et de tous les mouvements sociaux populaires du pays qui a conduit à la chute du gouvernement de GSL qui s'est malheureusement soldée par tous ces massacres d'octobre 2003.

Tous ces mouvements sociaux et populaires ont dirigé l'offensive contre la politique néolibérale de M. Sanchez de Lozada et de son allié social-démocrate M. Jaime Paz Zamora et son parti le MIR ², ainsi que de l'actuel chef de l'opposition Jorge Quiroga et son parti PODEMOS, bras droit de l'ancien Dictateur, le général Banzer ADN.

² D'autres acteurs intellectuels de ce génocide perpétré contre le peuple sont invités en Europe à parler de la démocratie en Amérique du sud, tel est le cas de Jaime Paz Zamora, Vice-Président en exercice de l'International Socialiste, lequel a soutenu jusqu'à la dernière minute son ami et allié Sanchez de Lozada invité à son tour en Espagne dans le cadre d'un colloque, pour traiter du sujet des Droits de l'homme et de la démocratie en Amérique du Sud.

³ Depuis le 14 février 1879, la Bolivie ne dispose pas d'issue maritime, suite à une guerre injustement provoquée par le Chili avec le soutien de l'Angleterre, qui a privé la Bolivie de 450 km de côte; ce conflit a provoqué la misère de l'agressé et le progrès de l'agresseur, sans faire allusion à l'eau et aux autres ressources que le Chili s'est approprié arbitrairement au détriment de la Bolivie. Cette guerre constitue l'une des plus importantes causes du retard économique de la Bolivie, raison pour laquelle je pense qu'une solution est à trouver le plus rapidement possible afin de pouvoir réparer cette gigantesque injustice et permettre ainsi à la Bolivie de réintégrer à nouveau l'Océan Pacifique; sans cette réparation, il est impossible de parler ou d'imaginer une intégration régionale.

Cette politique visait fondamentalement, à travers un groupe de multinationales, à déposséder le pays de toutes ses réserves de gaz pétroliers et d'autres ressources naturelles dont dispose la Bolivie.

En dernière instance, un des éléments déclencheurs de cette explosion sociale qui a entraîné la chute de GSL fut sans nul doute l'annonce par son gouvernement que le gaz bolivien allait être exporté et commercialisé via le Chili ³.

C'est ainsi qu'en Bolivie, le 18 janvier 2006, après des élections démocratiques, M. Evo Morales à la tête du parti le MAS (Mouvement vers le Socialisme) est devenu le premier Président indien de la Bolivie avec 54,8% des voix, record jamais enregistré depuis le retour de la démocratie il y a 25 ans. A l'échelle de l'Amérique latine et chez les alter mondialistes, l'actuel Président de la Bolivie est devenu la figure de proue des nombreux mouvements indigènes et de déshérités qui se manifestent avec une énorme force en Equateur, au Pérou, au Chili et au Paraguay.

Cependant, M. Evo Morales assume la présidence d'un pays complètement anéanti par une classe politique cipaye et oligarque tout à fait corrompue, totalement soumise aux dictats de multinationales, de la Banque BM et du Fond Monétaire International (FMI), ce qui a entraîné la privatisation des entreprises les plus stratégiques du pays (YPFB, ENTEL, COTEL, ENFE) laissant libre champ à la rapacité des Multinationales tels REPSOL, PETROBRAS et bien d'autres.

Après ces quelques éléments, qui ne sont que la partie émergée de l'iceberg, peut-on considérer la Bolivie comme étant la conception parfaite d'un Etat de droit ou, mieux encore, peut-on la nommer Etat démocratique ?

En réalité, on est passé du système colonial au régime néo-colonial ce qui n'a fait qu'accroître l'abîme des inégalités sociales dans nos pays.

On peut conclure en disant que la prise de pouvoir politique par le peuple bolivien des déshérités et des Indigènes se traduit par les élections générales, remportées haut la main par M. Evo Morales du MAS⁴. Ce combat se fonde sur des siècles d'expérience et de luttes historiques.

L'exportation des richesses naturelles (argent, étain, pétrole) n'a jamais amélioré la situation des pauvres et n'a jamais permis

la modernisation du pays. Comme en Equateur en janvier 2000 contre le président Jamil Mahuad, au Pérou en novembre 2000 contre le président Alberto Fujimori, et en Argentine en décembre 2001 contre le président Fernando de La Rúa, la population bolivienne, qui a renversé M. Sanchez de Lozada, rejette un modèle économique qui, partout en Amérique latine, a aggravé la corruption, ruiné les populations et augmenté l'exclusion sociale. ●

4 Au départ, la création en 1995 du premier instrument politique qui s'appelait « Instrument Politique pour la Souveraineté des peuples » (IPSP) et qui avait pour but la prise de pouvoir locale et nationale par des moyens pacifiques et démocratiques, devenu par la force des choses le Mouvement vers le Socialisme (MAS)

4 Le Chili

Par Jorge MAGASICH

Historien, professeur à l'IHECS

Les gouvernements de la Concertación por la democracia, coalition des sociaux-chrétiens et des socialistes qui gouvernent le Chili depuis mars 1990, ont trouvé un pays profondément remanié par 17 ans de dictature. En effet, le général Pinochet et ses économistes ultralibéraux ont fait du Chili un véritable paradis pour les grands groupes économiques : les impôts directs sont dérisoires et la taxation des bénéficiaires n'est que de 12%, la seule taxe conséquente étant la tva ; les cotisations patronales à la sécurité sociale ont disparu. La santé, les retraites et l'enseignement, ont quitté la sphère du droit des citoyens, pour passer à celle des marchandises.

Aucun des quatre gouvernements de « transition à la démocratie » (pas plus ceux des sociaux-chrétiens d'Aylwin en 1990 et de Frei en 1994 que celui des socialistes Lagos en 1999 et Bachelet en 2006), n'a envisagé des réformes structurelles à l'héritage de la dictature. Certes, les enseignants des écoles publiques ont obtenu une augmentation significative de leur salaire, la retraite minimale pour les exclus du système privé a été revue à la hausse, un plan habitation facilite l'achat d'une maison et, récemment, le nombre de crèches a augmenté. « Du néolibéralisme avec quelques aspirines », commen-

tent des syndicalistes quelque peu déçus par l'absence d'engagement social des héritiers d'Allende.

En effet, éblouis par les résultats macro-économiques, les gouvernements de la Concertación ont renoncé -en tout cas jusqu'à présent- à envisager une sortie de l'ultralibéralisme. Au contraire, plusieurs de ces dirigeants sont devenus de fermes partisans du libre jeu de l'offre et la demande et des croyants en la main invisible qui régule les marchés.

Le Chili a été le premier pays de l'Amérique du Sud à signer un Traité de libre échange avec les Etats-Unis en 2003, s'éloignant ainsi des marchés régionaux comme la can (Communauté Andine des Nations) ou le Mercosur, et consolidant le modèle néolibéral. Au-delà des indicateurs de croissance, le Chili est devenu une société dure, où les droits syndicaux et de grève sont limités, les salaires restent assez bas, malgré les 48 heures de travail hebdomadaires. Les contrats de travail deviennent de plus en plus des contrats temporaires de prestations de services. Paradoxalement et nous le verrons, les dernières années de la dictature ont permis plus de libéralisme dans les médias que les gouvernements suivants.

● La grève des lycéens: plus d'enseignement public

Du 30 mai au 5 juin 2006, se produit une mobilisation sociale aussi vaste qu'inattendue ; la plus importante depuis 1990. Des lycéens de 14 à 18 ans, nés après la dictature pour la plupart, sont à l'origine de cette vague de fond.

L'enseignement au Chili coûte cher. Il est gratuit seulement dans les écoles publiques, souvent d'une piètre qualité. Viennent ensuite les « écoles subventionnées » où l'Etat soustrait l'enseignement à des entreprises privées, subventionnées en fonction du nombre d'étudiants et demandant une mensualité modérée. Enfin, il y a les écoles privées aux mensualités exorbitantes. Tous les Chiliens peuvent s'inscrire à l'université. Une soixantaine d'universités privées, d'une qualité toute relative ont été créés mais toutes perçoivent des frais mensuels très lourds. Une année d'études coûte entre 2.500 et 5.000 dollars. Le financement des études des jeunes est devenu la principale cause de surendettement des ménages. Souvent, un des conjoints travaille uniquement pour financer les études des enfants.

S'il y a un sujet sur lequel une écrasante majorité est d'accord, c'est bien celui-là: même les conservateurs et les nostalgiques des militaires, pensent qu'il faudrait -au moins- réduire le coût des études.

Le mouvement a éclaté quand les autorités ont annoncé que l'inscription à l'examen de sélection universitaire deviendrait payante pour assurer son autofinancement. Ceux qui obtiennent les meilleurs résultats dans cette épreuve peuvent s'inscrire dans les « universités traditionnelles », plus prestigieuses.

Le mouvement commence par le débrayage des trois ou quatre meilleurs lycées publics de Santiago. Les jours suivants, la grève gagne pratiquement les 300 lycées de la capi-

tales. A cette étape, la présidente Bachelet, refuse de « parler sous la pression ». Mais le mouvement va se répandre dans tout le pays, et finalement ce seront les quelques 900 établissements publics qui paralyseront leurs activités et qui seront occupés par les élèves. Les écoles privées continuent leurs cours mais expriment clairement leur sympathie envers le mouvement, apportant quotidiennement de la nourriture à ceux qui occupent les lycées. La présidente finira par accepter le dialogue.

Le mouvement demande l'inscription gratuite à l'épreuve de sélection universitaire, la gratuité des transports en commun, la modification de la journée scolaire complète, et la suppression de la loi¹ qui régit l'enseignement, imposée en mars 1990, au dernier jour de la dictature.

Le mouvement est dirigé par des Assemblées de délégués des lycées occupés. Celle de Santiago, composée par quelques 300 représentants de chaque établissement, prenait les décisions et les communiquait à l'opinion par six voceros (porte-parole), seuls autorisés à parler au nom du mouvement.

Après des heurts avec la police et des pressions diverses, le mouvement a obtenu gain de cause sur pratiquement toutes les questions économiques. Quant à la révision du modèle d'enseignement, le gouvernement de Michelle Bachelet n'étant pas lui-même porteur d'un projet d'éducation, a désigné une commission de 66 personnes. Chargée de présenter des recommandations sur des réformes à système d'enseignement, elle est composée, entre autres, de représentants d'étudiants et des personnalités liées à la dictature.

Malgré la frustration des élèves qui voient leurs revendications s'enliser dans les méandres des commissions, la mobilisation massive des « pingouins » (surnom des lycéens)

¹Ley Orgánica Constitucional de Enseñanza (LOCE).

céens à cause de leur uniforme) défendant l'enseignement public, relativise l'image d'une jeunesse individualiste, sans intérêt pour la politique et consumériste. Leur demande d'un enseignement plus public et moins privé, a rencontré un large soutien de toute la société.

● **L'affaire Clarín : une voie vers le pluralisme dans la presse ?**

La dictature, on le sait, a interdit toute forme de presse indépendante et, faisant fi des lois du marché, a abondamment subsidié les quotidiens conservateurs. Cependant, au cours des dernières années du régime Pinochet, le courage de certains journalistes et à l'aide internationale ont permis la parution de quatre hebdomadaires d'opposition (Análisis, Apsi, Cause et Hoy) ainsi que deux quotidiens (La Epoca et Fortín Mapocho). Après le départ de Pinochet, les six publications, qui n'avaient pas les faveurs des annonceurs, ont demandé au gouvernement d'Aylwin de les aider à épurer les dettes contractées sous la dictature. Elles n'ont reçu pour toute réponse qu'une leçon sur la loi de l'offre et de la demande. Pire, le gouvernement d'Aylwin a contacté des ONG européennes pour leur demander de cesser de soutenir la presse de centre-gauche. Tous ces titres ont disparu.

Dix-sept ans après la dictature, les deux grands quotidiens, El Mercurio et La Tercera liées structurellement au pinochetisme, sont les seuls journaux de référence. Le seul espoir de retrouver le pluralisme dans la presse, vient d'une tentative de Víctor Pey, un espagnol arrivé comme exilé au Chili en 1939, qui était en 1973 propriétaire du journal chilien Clarín, confisqué par la dictature. Pey, âgé de 91 ans, a des bonnes chances de gagner la plainte introduite auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (cirdi), tribunal de la Banque Mondiale. L'indemnisation serait destinée à créer un nouveau quotidien,

pluraliste, laïc et progressiste, dans la ligne de pensée d'Allende, explique-t-il.

En 1972, sous la présidence d'Allende, Clarín était le quotidien le plus diffusé du pays, avec 170.000 exemplaires en semaine et 300.000 les dimanches. Imprimé sur 32 pages, il était un étrange mélange où des titres sensationnalistes, des photos de filles peu vêtues, un « conseiller sentimental » amusant tout le pays, côtoyaient des articles politiques de qualité, plutôt à gauche. L'entreprise était largement bénéficiaire. Pey investit dans des rotatives modernes pour diversifier ses activités d'imprimeur. Tous les soirs, il apportait personnellement au cabinet d'Allende un exemplaire du lendemain.

Le coup d'Etat arrête tout : Clarín est proscrit, ses locaux investis lors du putsch, le directeur emprisonné et les machines saisies par l'armée. Un décret de la junte militaire confirme la confiscation et dans la foulée, retire à Pey sa nationalité chilienne.

Un quart de siècle plus tard, la démocratie réinstaurée, Pey obtient d'un tribunal chilien la restitution des titres et cède 90% à la Fondation Salvador Allende d'Espagne, dans le but explicite de faire renaître le journal. En 1996, il contacte les autorités pour régler l'indemnisation. Sans résultat. Le gouvernement chilien refuse toute négociation, sans doute sous la pression des grands groupes de presse qui sentent leur monopole menacé.

Víctor Pey introduit alors, en 1997, une demande d'arbitrage au tribunal de la Banque Mondiale se basant sur le traité de protection des investissements entre le Chili et l'Espagne. Son avocat est l'Espagnol Joan Garcés, ancien conseiller d'Allende et initiateur des actions juridiques contre Pinochet en Espagne. Le cas semble clair : l'Etat chilien s'est approprié des biens d'un investisseur étranger, qui estime leur valeur à 517 millions de dollars, tenant compte du manque à gagner depuis 1973.

Le gouvernement chilien a engagé une prestigieuse équipe d'avocats à Washington et se fait représenter par M. Jorge Carey, un avocat chilien lié au parti Renovación Nacional, qui a soutenu la dictature.

Après une longue bataille juridique, la plus longue qu'ait connue la cirdi, le tribunal a produit un projet d'arrêt favorable à Víctor Pey, mais l'arbitre désigné par le Chili, l'Equatorien Galo Leoro, l'a indûment communiqué à l'une des parties. Après une dernière séance qui a eu lieu les 15 et 16 janvier 2007 à Paris, la décision paraît proche. Le tribunal, présidé par le suisse Pierre Lalive et composé par les arbitres Mohammed Chemloul et Emmanuel Gaillard, devrait communiquer sa décision au cours de cette année.

Plus d'informations sur le site www.elclarin.cl

● Le surarmement

Au cours des premiers jours du gouvernement de Michelle Bachelet, l'armée chilienne annonce l'achat d'une centaine de chars Léopard II à l'Allemagne, (les Léopard I achetés 6 ans plus tôt sont devenus obsolètes selon l'armée) et l'achat de 18 avions F-16 aux Pays Bas et 10 aux Etats-Unis. Ceci s'ajoute à l'acquisition de 4 frégates aux Pays Bas, de 4 à la Grande Bretagne, et de 2 sous-marins franco-espagnols.

Une loi de la dictature est à la base de ces achats : 10% des ventes du cuivre public (les ventes, pas les bénéfiques) sont affectés directement à l'armée, et ceci avec un plancher de U\$260 millions. En moyenne, l'armée percevait cette quantité de base, mais la hausse du prix du cuivre lui a rapporté 556 millions en 2004 et 800 millions en 2005. Le Chili est le pays latino-américain qui a dépensé le plus en armement en 2005.

Bien sûr, les pays voisins voient cela d'un mauvais oeil et ces sommes consacrées à ces achats militaires risquent de relancer une course aux armements régionale.

● La justice et l'impunité

L'époque où les gouvernements de Frei et Lagos exerçaient des pressions sur la justice pour éviter le procès de l'ancien dictateur -dénoncées par le juge Guzmán- semble résolue. Cependant, les ambiguïtés du gouvernement de Michelle Bachelet lors de la mort de Pinochet indiquent que la justice a encore un long chemin à parcourir. D'une part, le gouvernement a refusé les honneurs nationaux à « l'ancien président », contrairement au gouvernement de Frei qui, en 1996, décréta trois jours de deuil national lors de la mort de l'amiral Merino (organisateur du coup d'Etat dans la Marine) sous prétexte qu'il avait été « vice-président ». L'armée a néanmoins été autorisée à organiser des honneurs militaires à Pinochet, en présence de la ministre de la Défense. Les obsèques ont été transmises en direct par les télévisions publiques et le Sénat a observé une minute de silence...

Même si la loi d'amnistie de la dictature est toujours en vigueur, elle est de moins en moins appliquée, du moins dans les cas de disparition ou mort. Les juges ont tendance à juger ces exactions comme des crimes contre l'humanité, et appliquent la jurisprudence internationale. Par ailleurs, Michelle Bachelet est le premier président qui ait pris position pour l'annulation de la loi d'amnistie, à l'instar de l'Argentine.

A partir de l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998, la justice a progressé grâce à l'action infatigable des organisations des victimes, notamment l'Association des familles des disparus, soutenue par un vaste courant de sympathie de l'opinion. On n'accepte plus un régime qui met sur un pied d'égalité le bourreau et sa victime. D'autre part, les autorités sont extrêmement sensibles à la pression internationale. Aujourd'hui, les principaux tortionnaires sont mis en examen, quelques dizaines ont été condamnés. Toutefois, les

responsables de tortures (« seulement ») bénéficient toujours de l'impunité et le Chili n'a pas adhéré au Tribunal pénal international.

Pour conclure, on peut affirmer que les gouvernements élus depuis 1990, n'ont guère pris de mesures qui puissent être définies comme « de gauche ». Au contraire, le Chili est devenu un des pays latino-américain où la richesse est socialement la plus mal distribuée. Le nœud de la question est sans doute l'acceptation du modèle économique im-

posé par la dictature. Les gouvernements de la Concertation ont évité un débat national sur les causes et les responsabilités de l'assaut militaire aux institutions républicaines en 1973. Ils ont abandonné l'objectif d'une Assemblée constituante défendue par l'opposition pendant les années 1980. Pourtant, l'idée de doter le pays d'institutions démocratiques semble ressurgir avec les expériences vénézuélienne, bolivienne et équatorienne. Là se trouve, peut être, le point de départ de la reconstruction de la gauche chilienne, avec un programme de gauche. ●

5 Le Brésil

Par Gilberto FERREIRA DA COSTA

Gestionnaire des projets et du partenariat pour l'Amérique Latine à Solidarité Socialiste et membre du Comité Belgo Brésilien.

● Le premier mandat de Lula

L'arrivée du président Lula, du Parti des Travailleurs à la Présidence de la République du Brésil est une victoire du peuple brésilien ; et représente une avancée dans la lutte de ce peuple pour plus de justice et pour plus d'égalité. Après presque 30 ans de dictature militaire, suivies d'une bonne vingtaine d'années de lutte pour la reconstruction de la démocratie, le Parti des Travailleurs, le PT, arrive au pouvoir. Cette événement a suscité un grand espoir au Brésil et dans toute la région.

Mais voilà qu'après deux années de travail seulement, l'espoir suscité par l'élection de Lula a été ébranlé. Les raisons de la déception de certains sont multiples. Pour les secteurs les plus engagés du mouvement écologiste, les positions de Lula par rapport aux OGM ont été d'abord surprenantes et aussi très décevantes. Lula a légalisé le droit de commercialiser le soja transgénique de Monsanto et, même s'il a maintenu l'interdiction de semer, il a cédé aux pressions des lobbyings d'agriculteurs ayant planté ce soja introduit au Brésil illégalement et vendu aux agriculteurs avec des promesses de rentabilité et des meilleurs prix. Ce soja a été introduit au Brésil à partir de l'Argentine et du Paraguay.

Pour ceux qui, durant des longues années, ont prôné le non paiement de la dette ex-

térieure, la politique de remboursement de la dette appliquée par le gouvernement brésilien était une trahison. L'argument du gouvernement a été que la rupture avec les institutions financières internationales n'allait pas dans l'intérêt de la stabilité économique du pays et que, par contre, le remboursement et la conversion de la dette en réel (monnaie brésilienne) permet au pays d'avoir plus d'autonomie pour dire Adieu aux politiques d'ajustements imposées par ces institutions.

Pour une grande partie de la militance du PT, ce sont les accusations de corruption, les « affaires », qui ont été perçues comme une trahison de la part de certains dirigeants. Depuis un bon moment, le Parti des Travailleurs était soumis à un véritable « lynchage » médiatique. Pour certains, il s'agissait de l'anticipation du jeu des chaises musicales en vue de la succession, pour d'autres d'un complot visant à exclure la candidature de Lula à la réélection et pour d'autres encore, du simple effet du pouvoir qui corrompt. Je me demande s'il ne s'agit pas en fait d'un mélange de ces différents éléments ...

● La corrélation des Forces

Même si nous savons que la situation sociale et la souffrance d'une grande partie de la population exigent des changements plus

rapides, il faut reconnaître qu'un gouvernement ne peut pas résoudre en trois ou quatre années de mandat tous les problèmes d'une société.

La toile de fond des transitions politiques, avec le passage des dictatures militaires vers les régimes dits démocratiques dans plusieurs pays d'Amérique Latine, coïncide avec la distension de la fin de la « guerre froide » où les régimes dictatoriaux obsolètes ont pu être remplacés, alors qu'en grande partie, le pouvoir des Etats nationaux avait déjà été transféré vers les institutions financières internationales comme le FMI et la Banque Mondiale.

● **Les ambiguïtés du gouvernement Lula**

Le Ministre de l'Agriculture de Lula était Monsieur Roberto Rodrigues, ancien PDG du Groupe Sadia, représentant de l'industrie agroalimentaire et du secteur agro exportateur. Lors des violences commises par des propriétaires terriens contre les Paysans Sans Terre le Ministre Rodrigues avait déclaré à la presse: « celui qui ne défend pas sa propriété ne mérite pas de l'avoir ». Mais Lula avait nommé comme ministre du Développement Agraire Miguel Rossetto, ancien syndicaliste, membre d'un courant trotskiste au sein du PT et sympathisant du Mouvement des Paysans Sans Terre. On peut trouver ce genre d'équilibrage dans plusieurs secteurs du gouvernement Lula, sans oublier que le budget du Ministère de l'Agriculture est mieux fourni que celui du Ministère du Développement Agraire.

La politique de Lula par rapport à la Dette semble aller plutôt dans le sens d'obtenir une place au soleil parmi les élites économiques et financières internationales pour celles qui sont représentées au sein du gouvernement. Cette revendication d'inclusion dans le « club » des élites internationales s'exprime lors des négociations au sein de l'OMC.

● **La dispute électorale**

Lorsque le Parti des Travailleurs arrive au pouvoir en 2003, il venait de fêter ses vingt ans. Avant de gagner cette élection, le PT avait déjà essuyé trois défaites électorales dans la bataille présidentielle. La couche dirigeante du PT qui arrive au pouvoir s'est peu à peu adaptée à certains enjeux stratégiques de la course électorale qu'on cherchait, une fois pour toutes, à gagner.

Il est évident qu'un des enjeux pour arriver au pouvoir était le financement de la campagne, le nerf de la guerre. La loi électorale en place était pour le moins hypocrite, car elle incitait au recours aux fonds « non comptabilisés » (sic), renforçant ainsi la main mise des puissances économiques sur le processus électoral.

Les « affaires » sont tout d'abord le fruit de l'exagération calculée par les médias. Mais ils montrent également que certains responsables haut placés dans le PT ont parfois rompu par rapport au financement des campagnes électorales. Il reste que le manque de transparence propre à ce genre d'opération fait planer l'ombre de la méfiance vis à vis de la démocratie interne dans le Parti.

Cette situation est renforcée par le fait qu'il existe une forte médiatisation des élections brésiliennes, avec des coups bas de la part des grands médias, qui restent toujours aux mains des élites. Il faut aussi mentionner le fait que ce genre de campagne électorale favorise le phénomène de polarisation de la bataille entre deux grands partis, le PT et le PSDB, ce qui limite les possibilités de déba

La victoire électorale est arrivée dans un climat où le nom d'un grand « marqueteiro »¹ apparaît à côté de celui de Lula de façon systématique, comme l'ombre de sa victoire. Duda Mendonça semble être l'articulateur de l'alliance entre le PT et le PL, Parti Libéral, quasi inexpressif. L'alliance entre Lula et son vice-président José de

Alencar, un baron du textile, entrepreneur nationaliste lié à un groupe religieux propriétaire d'une chaîne de télévision, permet de donner une image de Lula plus acceptable aux yeux de la classe moyenne. Lors de la campagne électorale, les médias ont évoqué le « risque Brésil »². Lula a dû tranquilliser les milieux financiers avec des promesses de stabilité et de continuité de la politique économique (promesses tenues): non révision du programme des privatisations, qui inclut des investissements comme celui de TRACTEBEL dans le secteur de la production d'électricité, le maintien des taux d'intérêt élevés, le remboursement de la dette, etc.

Quand Lula arrive au pouvoir, le continent Sud américain encaissait le choc par rapport à, d'une part la situation de polarisation entre le président Chavez du Venezuela et ses élites « démocratiques » mais partisans du coup d'état (sic) et, d'autre part, l'instabilité de l'Argentine des « piqueteros ». Lula veut l'appui de la classe moyenne du Brésil et il veut la stabilité pour entamer les programmes sociaux, dont le « Fome Zero » (« Faim Zero »).

● **La politique extérieure de Lula, un souffle d'espoir pour l'Amérique Latine**

Lula avait décidé d'envoyer du combustible de Petrobrás au Venezuela durant la grève de PVSA, alors que le gouvernement espagnol d'Asnar, les EUA de Bush et même le Vatican de Jean-Paul étaient en train de soutenir

les putschistes, dans leur tentative de coup d'Etat contre Chavez.

La politique extérieure du gouvernement brésilien s'inscrit dans la recherche de la multipolarité. En Amérique Latine, Lula cherche à renforcer la collaboration entre les pays de la région, il parle d'intégration régionale et il priorise le renforcement du Mercosur. Il cherche le rapprochement avec l'Afrique, l'Inde, les pays du monde arabe...

Dès son accession au pouvoir, Lula dit non au projet d'installation d'une base militaire des EUA à Alcantara, état du Maranhão. Lula dit non à l'ALCA, l'Alliance de Libre Commerce des Amériques, et il joue un rôle actif dans la formation d'alliances des pays du Sud face aux puissances économiques et financières mondiales.

Mais Lula arrive au pouvoir à un moment particulièrement difficile après les années de néolibéralisme de ses prédécesseurs qui ont littéralement démantelé³ le pays. La situation dont il hérite est celle d'un Etat tellement affaibli qu'il est pratiquement incapable de peser lors de l'application de certaines politiques. Lula doit négocier avec les gouverneurs des Etats pour trouver des appuis à ses politiques sociales et obtenir des votes au Parlement.

● **Les programmes sociaux de Lula renforcent la notion de Droit dans la relation citoyen - état.**

Malgré les problèmes au niveau de la situation économique et sociale, Lula lance certains programmes sociaux qui vont changer la relation clientéliste et paternaliste entre l'Etat et les millions de citoyens pauvres, notamment dans les régions Nord et Nordeste du pays. Au lieu d'être vus comme bénéficiaires de l'aumône, les citoyens commencent à percevoir qu'ils ont des droits. L'approche des programmes est passible de critique mais ils restent néanmoins un outil contre l'exclusion sociale. Ils renforcent

1 Duda Mendonça est un des plus grands « marqueteiros » brésiliens, professionnel du marketing et plus spécifiquement du marketing politique. Il va occuper le lieu de la militance lors de l'élection de 2003, conséquence des choix politiques de la direction du PT dans le contexte de professionnalisation des campagnes politiques, fortement accentuée depuis l'élection de 1989 où Lula s'était fait souffler la victoire par Fernando Collor de Melo.

2 Le «risco Brasil» est un indicateur offert par la Banque américaine J.P. Morgan pour mesurer le degré de danger d'un pays vis-à-vis des investisseurs étrangers : Emerging Markets Index Plus (EMBI+).

3 Voir Ivo Lesbaupain, « O desmantelamento da Nação ».

l'auto-estime de la population et entraînent des dynamiques qui permettent de renverser la vapeur alors que la crise sociale est gravissime.

La déception de certains par rapport aux politiques du gouvernement Lula est aussi due à une perception erronée en ce qui concerne le rapport aux pouvoirs du Président de la République. Les plus de deux décennies de dictature on eu pour effet que la « Constitution Citoyenne » de 1988 limite fortement les pouvoirs présidentiels en obligeant le Président à se plier aux négociations à l'intérieur du Parlement.

Le Parti des Travailleurs était un modèle d'honnêteté en politique, la façon PT de gouverner, (« o jeito petista de governar ») est associé à la transparence des processus du Budget Participatif des Administrations municipales (plus compliqué à mettre en place lorsqu'il s'agit d'un gouvernement fédéral ...). Au niveau de la gestion Municipale, le PT a fait école depuis le milieu des années 80 (Fortaleza, Diadema, Porto Alegre...). Mais en ce qui concerne la gestion du pouvoir au niveau fédéral, les choses sont bien différentes. La corruption, le clientélisme, la loi électorale et de financement des campagnes électorales millionnaires restent de mise malgré la victoire électorale de Lula.

Il est possible que lors de son accession au pouvoir, Lula se soit posé la question d'affronter la machine corrompue de façon radicale. Mais il est plus que probable qu'il ait choisi un autre chemin, celui de la réforme progressive, moins pénible et moins risqué dans le sens de la rupture. L'option de Lula a été la recherche de « gouvernabilité ». Une option faite au détriment de la relation avec les mouvements sociaux et notamment le mouvement des Sans Terre, le MST. Malgré cette distance, il faut souligner que durant le gouvernement Lula, les mouvements so-

ciaux n'ont pas été criminalisés comme durant la période de Fernando Henrique Cardoso, et que la répression n'est pas venu de l'Etat mais de la main des groupes armés par l'agro busines, comme ce fut le cas lors de l'assassinat de Soeur Doroty Stang et de plusieurs syndicalistes, militants écologistes et même des fonctionnaires du Ministère du Travail qui enquêtaient sur les pratiques du travail esclave.

Malgré cela, depuis la deuxième année de son gouvernement, et de façon plus spectaculaire durant les derniers mois de son premier mandat, Lula est attaqué par les médias et l'opposition du PSDB qui veut qu'il démissionne ou, en tout cas, qu'il soit empêché d'être candidat à la réélection. Il est bien probable que certains éléments du PT aient participé au jeu du clientélisme et de la corruption entre le pouvoir exécutif fédéral, le Parlement fédéral et les gouverneurs des états fédérés.

Malgré tout, nul n'est besoin d'être très perspicace pour se rendre compte que la presse a exagéré. Certaines accusations du style « le gouvernement le plus corrompu de l'histoire » sont fausses ; et Chico Buarque l'avait souligné en demandant le « coruptomètre » à ceux qui les soutenaient.

● Post scriptum

Lula a emporté le deuxième tour des élections avec 6 millions de voix de plus que lors de l'élection précédente. L'extrême gauche s'est divisée lors du deuxième tour entre ceux qui ont maintenu leur position du premier tour en affirmant que les deux candidats (Lula du PT et Alkimin du PSDB) étaient « équivalents » et ont ainsi défendu le vote nul, et ceux qui, ayant reconnu ne pas avoir voté pour Lula au premier tour, ne voulaient pas voir la droite arriver au pouvoir. ●

6 Les enjeux de la société civile: les acteurs émergents

Par **Bernard DUTERME**

Sociologue, directeur du Centre tricontinental (Cetri, Louvain-la-Neuve).

Contexte d'émergence et caractérisation des « nouveaux » mouvements contestataires en Amérique latine

Si l'émergence et la montée en puissance d'anciens et de nouveaux acteurs sociaux de gauche, dont l'Amérique latine est le témoin depuis une quinzaine d'années, revêtent des formes multiples, elles renvoient aussi à des tendances de fond qui traversent l'ensemble du continent. Le propos de cette intervention réside tant dans l'élucidation des principales manifestations du « protagonisme » de gauche actuel au sein des sociétés civiles organisées que dans la mise au jour des lignes de force du phénomène. L'irruption de mouvements populaires massifs et leurs tentatives d'articulation continentale ou mondiale posent en effet de multiples questions.

Les premières portent sur le contexte de cette poussée de la gauche latino-américaine : l'échec patent de 20 ans de néolibéralisme et les limites avérées d'une « démocratisation tout au plus électorale » du continent. Quelles sont les conditions - politiques, culturelles et socioéconomiques - du surgissement et de cette présence renouvelée de forces contestataires ? Les municipalités « rebelles zapatistes » du Chiapas et les mouvements de sans-emploi argentins procèdent-ils des

mêmes causes ? A quelles logiques explicatives renvoient la dynamique des mouvements paysans et indigènes de Bolivie et d'Equateur, ou encore le poids social des anciennes gauches révolutionnaires nicaraguayenne et salvadorienne ?

Les autres questions portent sur la caractérisation de ces gauches sociales. Qu'y a-t-il de neuf dans ces « nouveaux mouvements sociaux », dans leurs revendications, les valeurs affichées, les formes d'organisation, les répertoires d'action, les identités mobilisées ? En quoi s'inscrivent-ils dans la filiation historique des mouvements, ouvriers ou paysans, plus classiques ? Le rapport au politique de ces acteurs mérite également d'être interrogé, tout comme, de l'autre côté, l'ancrage social d'expressions partisans engagées dans les luttes électorales et, plus globalement, le potentiel transformateur ou émancipateur de ces forces de gauche.

Contexte des dynamiques contestataires

Le bilan social de deux décennies de libéralisation politique et économique de l'Amé-

rique latine touche au désastre, dans des proportions et selon des modalités certes différentes d'un pays à l'autre. Que l'avènement de la « démocratie » ait précédé de quelques années l'adoption de politiques économiques d'inspiration néolibérale, comme par exemple au Brésil et en Argentine, ou que l'application des recettes du « consensus de Washington » - libéralisation, privatisation, dérégulation - ait été lancée bien avant la sortie des régimes dictatoriaux, comme au Chili, le double processus concomitant (Alternatives Sud, *Démocratie et marché*, 1999), qui a longtemps concouru à maintenir à distance la gauche en tant qu'alternative de pouvoir, est aujourd'hui sévèrement critiqué pour ses résultats et questionné dans sa logique. L'hégémonie culturelle de la formule semble avoir fait son temps.

Les limites substantielles des jeunes démocraties latino-américaines viennent ainsi d'être épinglées, une nouvelle fois, par un important travail du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud, *La democracia en America latina*, 2004), largement discuté en Amérique latine en 2004 et présenté à l'Union européenne en février 2005. Selon ce rapport, bien que l'essentiel du sous-continent réponde désormais aux requis minimaux en matière de système électoral, la « consolidation de la démocratie y est gravement menacée par les faibles niveaux de participation aux élections, par la marginalisation systématique des voix alternatives du fait de l'establishment politique et par la perte manifeste de confiance de la population dans les partis politiques traditionnels ».

Si le propos reste forcément empreint d'un style onusien davantage focalisé sur le « développement de la citoyenneté » que sur un questionnement fondamental du système, les données rassemblées mettent aussi en lumière « les tensions à l'œuvre entre la consolidation des droits politiques et sociaux et les niveaux de pauvreté et d'inégalité sans précédent atteints dans la région. En limitant la participation politi-

que, en empêchant l'intégration sociale et en érodant la cohésion sociale, la pauvreté et l'inégalité constituent les plus graves défis auxquels doit faire face la construction de la démocratie en Amérique latine ». En cause donc, à la fois la légitimité des systèmes démocratiques dans l'opinion publique latino-américaine et l'extrême polarisation sociale : plus de la moitié des Latino-Américains seraient ainsi disposés à renoncer à la démocratie, à accepter un gouvernement autoritaire, s'il s'avérait capable de résoudre leurs problèmes socioéconomiques (Pnud, 2004).

Les travaux du Pnud se concluent dès lors sur une pressante invitation à grossir les racines de la démocratie en élargissant le concept de citoyenneté politique à ses dimensions économique, sociale et civile... sans véritable mise en cause du modèle économique dominant. Or, le ras-le-bol populaire latino-américain vise aussi le néolibéralisme et ses effets les plus visibles. En 20 ans de démocratie libérale, un seul pays, le Mexique, a un tant soit peu amélioré la répartition du revenu, dans un sous-continent où la concentration des richesses et du pouvoir au sein d'une minorité est la plus haute de toute la planète. Le coefficient Gini qui mesure le degré d'inégalité est passé de 0,55 à 0,57 (pour 0,29 en Europe et 0,34 aux Etats-Unis). Et si, en 1980, les revenus des 10% les plus riches de la population étaient 24 fois supérieurs à ceux des 10% les plus pauvres, ils sont aujourd'hui 31 fois plus importants. En 2003, 225 millions de Latino-Américains vivaient sous le seuil de pauvreté, dont 100 millions étaient considérés comme indigents. Et 60% des enfants de la région sont aujourd'hui catégorisés par l'Unicef comme pauvres.

Si l'appellation « décennie perdue » attribuée aux années 1980 (retour à des régimes civils sur fond de crise économique sévère) ne prête plus à débat, le titre de « décennie piégée » ou « gâchée » pourrait être décerné aux années 1990. Les réformes fortement

encouragées par le Fonds monétaire international¹, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, comme les ajustements structurels auxquels ont été soumis les Etats nationaux, ont certes permis de juguler les hyperinflation et d'assurer, dans un premier temps, un modeste retour à la croissance et une certaine stabilité macro-économique, mais elles ont surtout abouti à un énorme gâchis. Dépendances financière et technologique accrues, volatilité de la croissance², augmentation des inégalités et de la vulnérabilité d'importants secteurs sociaux, stagnation ou nouvelles hausses de la pauvreté... Les élèves zélés des institutions financières internationales paient les frais de leur orthodoxie. La dette externe atteint des sommets inégalés et la logique financière dominante, induite par le développement d'« économies casinos » largement ouvertes sur l'extérieur, ajoute la fragilité à l'instabilité du continent (Duterme, 2003).

En quête d'équilibres budgétaires et de crédibilité auprès des bailleurs de fonds, les Etats ont désinvesti leurs missions fondamentales, et en particulier l'éducation et la santé, alors que 75% des habitants du sous-continent obtiendraient des revenus insuffisants pour échapper durablement à la précarité. Dans des petits pays comme le Nicaragua ou Haïti, sans consistance politico-économique réelle face aux investisseurs transnationaux qui y ont les mains libres, les situations dépassent l'entendement : incurie, népotisme, corruption des élites, largage social et sanitaire d'importants secteurs de la population urbaine et rurale, insécurité croissante, expansion et aggravation de la malnutrition, saccage de l'environnement...

1 170 prêts (financements à faible taux conditionnés à l'ouverture des marchés) ont été attribués par le FMI aux pays d'Amérique latine entre 1989 et 2004 (*The Wall Street Journal*, mars 2005).

2 Entre 1998 et 2003, le PIB par habitant de la région a diminué de 0,1% en données corrigées de l'inflation (*The Wall Street Journal*, mars 2005).

Si les frustrations nées de la démocratisation strictement formelle du sous-continent, la perte de légitimité des formats traditionnels de représentation politique et l'essoufflement des recettes néolibérales n'épuisent pas l'explicitation des chaînes de causalités qui vont mener d'importants secteurs de la population latino-américaine à se mobiliser dans les rues ou dans les urnes pour le changement, l'ensemble indique tout de même un contexte commun à pratiquement tous les pays d'Amérique latine, et favorable à l'émergence de manifestations d'insatisfaction. Il ne dit en revanche pas grand-chose sur les formes et les options que vont prendre les acteurs de la contestation : du populisme au culturalisme, du pacifisme au militarisme, du repli à la contagion, le poids de la dette sociale du néolibéralisme ouvre la porte à des réactions d'obédience diverses.

● Profil des nouveaux acteurs de la contestation

Trois décennies de récession, de répression institutionnelle, puis d'offensive idéologique néolibérale ont profondément altéré les mouvements sociaux classiques d'Amérique latine. Avant les dictatures, ces mouvements - paysans, ouvriers et étudiants - se positionnaient en regard du projet « national populaire » et « développementaliste », attelé à la constitution d'un Etat social à l'intérieur d'une forme de capitalisme indépendant à l'égard des pays du Nord (Dos Santos, 2004). Ces quinze dernières années, au sortir des régimes militaires, de nouvelles forces sociales contestataires ont émergé - mouvements d'habitants de quartiers pauvres, mouvements de femmes, mouvements des sans-terre, des sans-emploi, mouvements indigènes...- qui imposent de nouveaux thèmes à l'agenda des luttes sociales, articulés à une critique renouvelée du capitalisme. A la faveur paradoxale des nouvelles formes d'exclusion mais aussi de l'ouverture relative d'espaces politiques générées par la libéralisation du sous-continent et l'évolution des structures socioéconomiques, ces nouveaux acteurs se

sont affirmés socialement et culturellement en marge des représentations et médiations traditionnelles (Ouviaña, 2004).

Parmi eux, sans doute les plus en vue en Bolivie, en Equateur, au Guatemala, au Mexique et ailleurs, les mouvements indigènes. Alors que l'actuelle globalisation se révèle sous bien des aspects désastreuse pour ces peuples marginalisés³, elle crée aussi les conditions de leur émergence en tant qu'acteurs sociaux identitaires. L'accélération de la mondialisation porte en elle-même les germes de réaffirmations culturelles, locales ou régionales. On le sait, la force désagrégatrice de la logique économique libérale entame les solidarités nationales et induit une fragmentation des principaux acteurs sociaux et des identités collectives. En Amérique latine comme ailleurs, la tendance s'est accompagnée d'une prolifération de mouvements identitaires à caractère religieux, national ou ethnique.

Certes fragiles et pas à l'abri de dérives ou de dissidences intégristes, racistes ou réactionnaires rencontrées ailleurs, la plupart des mouvements indigènes apparus dans la région sont parvenus à articuler une double dimension culturelle et sociale dans leur lutte éminemment politique. Ils y combinent appartenance ethnique, protestation éthique et actions sociales et politiques. Leurs revendications portent tant sur la reconnaissance des droits humains des indigènes, que sur la démocratisation en profondeur des Etats et la critique du modèle de développement néolibéral. Suffisamment identitaires pour ne pas se diluer, suffisamment ouverts pour ne pas se replier, ces rébellions et soulève-

ments populaires multiplient les ancrages - local, national et international - sans les opposer. Ils manifestent, de la part des populations indigènes qui les animent, une volonté d'émancipation, d'appropriation et de maîtrise de la modernité. Une volonté de focaliser le débat tant sur la démocratisation du système politique et sur l'Etat dans sa relation avec les acteurs sociaux, que sur la remise en question du système économique dominant.

En cela, ces mouvements émergents semblent avoir tiré les leçons des antagonismes d'hier entre syndicats paysans et organisations indigènes. Lorsque les premiers, au profil « classiste », donnaient priorité dans leurs analyses et leurs revendications aux rapports sociaux et à la position sociale de leur base, les seconds, plus culturalistes, tendaient à privilégier des options identitaires de récupération des traditions, voire de restauration d'ordres anciens, fussent-ils injustes sur le plan social. Les rivalités entre leaders des deux tendances n'étaient pas pour rien dans ces divisions du mouvement populaire, paysan et indigène, et finissaient par radicaliser et polariser les positions respectives.

Aujourd'hui, si la justice sociale reste l'étoile à atteindre, sa quête repose désormais sur la responsabilisation du pouvoir, la reconnaissance des diversités et la revalorisation de la démocratie. Le néozapatisme des indigènes du Chiapas déclare ainsi fonder sa légitimité sur ses tentatives de dépassement de l'autoritarisme, de l'avant-gardisme, du dogmatisme et du militarisme. Identitaires, les insurgés indiens sont aussi révolutionnaires et démocrates et appellent à la convergence des résistances sociales, culturelles et politiques en butte à l'omnipotence d'un marché facteur d'inégalité et destructeur d'identités particulières. Le défi posé par ces luttes indigènes - des Mapuches du Chili et d'Argentine aux Mayas d'Amérique centrale, en passant par les Aymaras et les Quechuas des Andes, les Kunas de Panama, etc. - est la réconcilia-

3 Essentiellement caractérisées jusqu'il y a peu par les rapports de domination, d'exploitation ou de discrimination dont elles furent l'objet depuis l'époque de la colonisation, longtemps cantonnées dans un statut de « peuples-objets », les populations indigènes apparaissent aujourd'hui comme les « sujets », les acteurs potentiels, d'un processus d'affirmation inédit. Affirmation culturelle, sociale et politique (Alternatives Sud, *L'avenir des peuples autochtones*, 2000).

tion des principes de diversité (et d'interdépendance des espaces politiques et culturels) et d'égalité (renouveau de la perspective égalitaire). Ces mouvements revendiquent une autonomie sans séparation, une intégration sans assimilation. A la déferlante uniformisatrice de la mondialisation et à l'indigénisme intégrationniste des autorités nationales, les organisations indiennes répondent par un indianisme respectueux des identités. « *Etre reconnus égaux et différents* », « *égaux parce que différents* » selon les propres termes de la leader zapatiste Ana Maria.

Plus globalement, au-delà des luttes indigènes, les « nouveaux mouvements sociaux », les « nouvelles radicalités politiques latino-américaines » pour reprendre l'expression d'Hernan Ouviña, de par leur composition sociale (plus hétérogène qu'auparavant et plus populaire que celle de leurs alter ego européens), leurs formes d'organisation (démocratie directe, horizontalité...), leurs discours (autonomie, dignité, environnement, diversité...), leurs répertoires d'action (expressifs, symboliques, médiatiques...), leurs pratiques alternatives (expérimentation, espaces autogérés de production collective...), ces mouvements donc posent d'importants défis aux acteurs traditionnels de la gauche politique. Sans s'y réduire, ils assument toutefois leurs filiations passées. Leur originalité n'est dès lors ni à essentialiser ni à idéaliser, elle est à relativiser ou plutôt, peut-être, à situer dans l'articulation de nouvelles formes à d'anciennes, tant les conduites verticalistes et hiérarchiques, les modes d'expression classiques, les aspirations égalitaires à la redistribution des richesses, les revendications strictement socioéconomiques, l'attrait pour le pouvoir de l'Etat et les identités de classe demeurent prégnants dans ces mouvements⁴

Bien sûr, ces mobilisations et cette prétention à conjuguer l'ancien et le nouveau, une inscription dans les luttes locales, nationales et internationales, des revendications

particulières (contre un barrage ou la privatisation d'un service public, pour une terre ou un emploi, pour des droits culturels...) et un nouvel internationalisme altermondialiste ne naissent pas de nulle part. Elles puisent tant dans les dynamiques singulières, provoquées notamment par la modernisation, des communautés urbaines ou rurales dont elles sont issues (conflits générationnels, émergence de jeunes élites novatrices, rupture d'unanimités traditionnels...), que dans les multiples influences culturelles et politiques dont les acteurs de ces mobilisations ont été l'objet ces dernières décennies : que ce soit sur le plan religieux, de courants inspirés par les théologies de la libération, ou sur un plan plus sociopolitique, d'organisations paysannes, syndicales et de mouvements révolutionnaires d'hier.

Sans s'appesantir ici sur les réponses et les stratégies mises en oeuvre face à ces mouvements par les Etats ou les pouvoirs en cause - qui classiquement vont de la répression à la cooptation, en passant par des manœuvres plus ou moins larvées de pourrissement des situations, de fragmentation des acteurs, d'institutionnalisation des revendications... -, deux problématiques d'importance méritent encore d'être évoquées : le rapport au politique de ces mouvements - sans-terre brésiliens, piqueteros sans-emploi argen-

4 Comme si cette dynamique n'acquerrait de lisibilité ou de pertinence politique qu'à la condition d'être ramenée dans les cadres théoriques qui lui en donnent, certaines lectures sociologiques favorables à ces mouvements, plutôt que de mettre au jour ou de parier sur cette articulation fragile de nouvelles et d'anciennes formes d'action, ont parfois tendance à surestimer l'un ou l'autre pôle : d'un côté, en ne considérant ces mobilisations que comme l'expression obligée de rapports de classes et en focalisant exclusivement l'attention sur les formes d'exploitation socioéconomique ; de l'autre côté, en absolutisant le caractère novateur des luttes, en rupture avec l'héritage guévariste ou léniniste, et en focalisant exclusivement sur les formes de discrimination culturelle. Dans leurs expressions les plus caricaturales, ces deux approches opposées (d'inspiration marxiste et tourainienne) peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour l'action (Dutermé, 2005).

tins, indigènes mexicains ou boliviens...- et leur potentiel transformateur. Un écho aux lourds débats que ces thématiques suscitent en Amérique latine aide à relativiser ou à mieux situer la portée de ces forces sociales. Des débats qui mettent en tension deux traditions déjà anciennes de l'action politique et des voies du changement social.

La première, d'inspiration anarchosyndicale et libertaire, qui, dans ses formes les plus extrêmes, rejette toute idée de délégation du pouvoir et de représentation institutionnelle, privilégie le développement et la généralisation de pratiques autogestionnaires, de contre-pouvoirs civils, « par le bas », au nom d'une certaine fétichisation idéaliste de la « pureté du social ». John Holloway et son ouvrage *Change the world without taking power* (2002) qui s'inscrit dans le filon libertaire remis à jour par Michael Hardt et Antonio Negri dans *Empire*, trouvent ainsi dans la praxis des zapatistes du Chiapas ou dans certaines composantes du mouvement des *piqueteros* en Argentine, les éléments d'une théorie révolutionnaire sans prise du pouvoir, formulée au prix d'une mise à distance assumée de l'histoire et du réel... La seconde tradition d'inspiration sociale-démocrate, jacobine ou marxiste-léniniste, plus centralisatrice et qui tend à reproduire un rapport hiérarchique entre partis politiques (haut) et mouvements sociaux (bas), est nettement moins frileuse à l'idée d'expressions partisans des luttes, de traduction politique des revendications du mouvement. Elle en fait même la condition de l'efficacité politique des mobilisations sociales. A noter que des deux côtés, le propos peut être plus ou moins radical (antisystème), plus ou moins conciliant (réformateur).

Dans la réalité, les forces contestataires actuelles tendent à combiner les accents les plus complémentaires de ces deux traditions (primat du social vs primat du politique), avec des fortunes diverses et selon des modalités particulières très dépendan-

tes des configurations sociopolitiques nationales. Elles doivent composer avec des contextes sociaux variés dans lesquels les « secteurs populaires organisés », quelle que soit leur vigueur, restent souvent minoritaires au sein de leur propre secteur social et où les mobilisations populaires les plus fortes ne sont pas forcément « de gauche » ou contestataires (Stefanoni, 2004 ; Saint-Upéry, 2004). Sur la scène politique, lorsqu'elles n'y portent pas leurs propres candidats ou partis⁵, plus ou moins rompus au jeu des coalitions pré- ou postélectorales⁶, les luttes et organisations contestataires peuvent aussi opter pour un parti ou un candidat extérieur à elles-mêmes⁷, ou encore tenter d'imposer aux autorités leur propre agenda, tout en refusant de se compromettre dans le jeu politique⁸.

Dans tous les cas de figure, quelle que soit la stratégie choisie ou obligée par les circonstances, la question éminemment politique du meilleur moyen de produire du changement social est au centre des considérations. Les résultats obtenus - aboutissement des revendications, récupération, neutralisation... - et les effets sur la dynamique des mouvements - perte ou renforcement de l'autonomie, rivalités et différenciation sociale internes, épuisement... - sont eux aussi pluriels. *In fine*, le destin plus ou moins heureux de ces forces protestataires dépendra surtout des réponses structurelles qu'elles parviendront à forcer, de la capacité des

5 Comme par exemple le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales en Bolivie, expression politique créée par le mouvement des *cocaleros*.

6 Le Parti des travailleurs brésilien par exemple, soutenu notamment par le Mouvement des sans-terre et d'autres mouvements sociaux, doit aussi son entrée au gouvernement national à des alliances politiques diverses.

7 Comme le mouvement indigène équatorien Pachakutik qui, incapable de se mettre d'accord sur son propre candidat à la présidence du pays, choisit en 2002 de soutenir le colonel Gutierrez...

8 Comme les zapatistes mexicains ou certains mouvements urbains argentins.

sociétés latino-américaines à partager la richesse et à assumer la diversité, bref à se démocratiser véritablement. Les modes d'intégration sociale et d'unité nationale dans une Amérique latine ouverte à la mondialisation d'un modèle de développement dominant constituent plus que jamais l'enjeu des principaux conflits. ●

Ouvrages cités

- Alternatives Sud (1999), *Démocratie et marché*, Vol. VI, n°3, Louvain-la-Neuve - Paris, Cetri-L'Harmattan.
- Alternatives Sud (2000), *L'avenir des peuples autochtones*, Vol.VII, n°2, Louvain-la-Neuve - Paris, Cetri-L'Harmattan.
- Barrera Guarderas Augusto (2004), « El movimiento indigena, entre lo social y lo politico », *Barataria*, n°1, octobre-décembre.
- Dos Santos Theotonio (2004), « De la resistencia a la ofensiva : el programa alternativo de los movimientos sociales », *Revista del Observatorio social de America latina* - Osal, n°15, septembre-décembre.
- Duterme Bernard (2003), « Amérique latine : un nouveau 'miracle' ? », *Espaces latinos*, n°202, avril.
- Duterme Bernard (2005), « Chiapas : quelles lunettes pour des cagoules ? », *La Revue nouvelle*, n°4, avril.
- Holloway John (2002), *Change the World without taking Power*, Londres, Pluto Press.
- Ouviaña Hernan (2004), « Zapatistas, piqueteros y sin tierra - Nuevas radicalidades politicas en America latina », *Cuadernos del Sur*, n°37.
- Pnud (2004), *La democracia en America latina*, New York - Buenos Aires, Pnud.
- Sader Emir (2004), « Reflexoes sobre a luta anti-neoliberal », *Revista del Observatorio social de America latina* - Osal, n°15, septembre-décembre.
- Saint-Upéry Marc (2004), « La mistificacion de 'lo social' », *Barataria*, n°1, octobre-décembre.
- Stefanoni Pablo (2004), « Reponer una agenda de cambio », *Barataria*, n°1, octobre-décembre.

7 Conclusion

Jan Renders – Président de l'ACW

Le virage à gauche dans le paysage politique latino-américain est une histoire à nuancer. Il y a des progrès, mais souvent aussi des désillusions. C'est une histoire de luttes, d'injustice persistante. Mais c'est aussi une histoire d'espoir, de construction d'un monde différent, meilleur et plus social.

A nos amis d'Amérique Latine nous disons que nous avons bien compris ce qui s'est dit et témoigné ici. Nous comprenons ce discours, parce que votre lutte contre l'injustice, contre la pauvreté, contre la politique néolibérale c'est dans un autre contexte aussi notre discours.

Notre lutte commune, c'est d'abord un projet positif. Un projet de gauche, qui a pour nous le même contenu.

Il y a trois éléments de convergence:

- Un projet progressiste c'est d'abord un projet de justice sociale. Un projet pour une vie digne pour tous, pour une juste perception de l'impôt, pour de bons équipements collectifs, pour une sécurité sociale forte et bien charpentée, pour une législation du travail, pour des pouvoirs publics forts corrigeant les inégalités du marché.
- C'est un projet pour plus de démocratie. Notre projet de démocratie va au-delà de la liberté traditionnelle de partis politiques et échéances électorales. Il est important d'avoir des gouvernements socialement progressistes. Le virage à gauche est un mieux.

Mais nous plaisons aussi pour une démocratie économique sociale. Une démocratie d'implication à travers la liberté syndicale, des mouvements sociaux et la société civile.

L'essentiel pour nous est d'être des mouvements sociaux autonomes et indépendants jetant un œil critique sur les faits et gestes des pouvoirs publics à partir de notre projet. Et ce n'est pas parce que tel ou tel autre parti politique est au pouvoir que nous avons nos apaisements.

- Notre projet est un projet pour une société durable, solidaire et tolérante. Une société qui tient compte des besoins de demain et des besoins du monde entier. C'est le contraire d'un populisme démagogique, d'un nationalisme étroit.

Donc, par nature, notre projet est également un projet international.

Et c'est bien pourquoi l'engagement de notre mouvement Solidarité Mondiale est si important. Il est porteur de solidarité.

Cette journée d'étude nous a apporté des informations intéressantes sur la situation. Elle est un appui pour nos partenaires latino-américains.

Pour notre part, nous nous engageons à apporter notre soutien à la globalisation de la solidarité. Concrètement, cela veut dire s'adresser à la Commission Européenne et insister auprès de notre pays pour qu'au Guatemala il y ait une politique progressiste contre l'accord de libre échange avec les Etats-Unis.

En cette fin de journée d'étude je veux vous dire merci. Merci à ceux qui ont préparé cette journée. Merci aux orateurs et aux interprètes. Et merci à vous, les participants. Surtout aux amis d'Amérique Latine qui doivent mener leur lutte sociale dans des circonstances difficiles.

Notre Mouvement et Solidarité Mondiale continueront à vous soutenir là où nous le pouvons. Nous vous souhaitons beaucoup de courage et de succès dans votre lutte pour un monde plus humain et social.

Bon retour !

Avec le soutien

Du Ministère de la Communauté française, service de l'Éducation permanente

Du groupe ARCO

De Mouvement Social, scrl